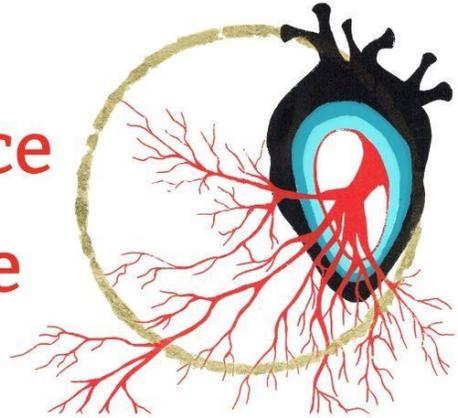


Femmes en résistance face à l'extractivisme



**ANALYSE DES ENJEUX SOULEVÉS LORS DE LA
RENCONTRE INTERNATIONALE « FEMMES EN
RÉSISTANCE FACE À L'EXTRACTIVISME »**

**MONTREAL, QUÉBEC
27-29 AVRIL 2018**



**FEMMES AUTOCHTONES DU QUÉBEC INC.
QUEBEC NATIVE WOMEN INC.**



McGill

RECONNAISSANCE TERRITORIALE

Nous aimerions commencer par reconnaître que le lieu de la conférence était situé en territoire autochtone, lequel n'a jamais été cédé. Nous reconnaissons la nation Kanien'kehá:ka (Mohawk) comme gardienne des terres et des eaux sur lesquelles nous nous réunissons aujourd'hui. Tiohtiá: ke (Montréal) est historiquement connu comme un lieu de rassemblement pour de nombreuses Premières Nations, et aujourd'hui, une population autochtone diversifiée, ainsi que d'autres peuples, y résident. C'est dans le respect des liens avec le passé, le présent et l'avenir que nous reconnaissons les relations continues entre les peuples autochtones et autres personnes de la communauté montréalaise.¹



Image : Curtis Whitwam

Notes :

** Préparé pour Femmes Autochtones du Québec par Jasmine Lanthier-Brun, candidate à la Maîtrise en travail social de McGill à Montréal au mois de septembre 2018.

** Pour toutes questions en lien avec ce rapport, veuillez contacter la Coordinatrice en environnement et développement durable des Femmes autochtones du Québec au 450-632-0088 ou enviro@faq.qnw.org.

** La grammaire inclusive a été choisie pour la rédaction de ce document, étant donné les sujets d'équité et de justice, en comprenant que ce choix n'inclut pas toutes les identités de genre.

** Un grand merci à toutes celles qui ont aidé à l'édition de ce document : Véronique Bachand, Anne-Marie Brun, Hanna Emilie Caldwell, Jill Hanley, Myriam Landry et Jocelyn Porter.

TABLE DES MATIÈRES

Lexique des définitions	p. 4
Mot de la Coordonnatrice environnement et développement durable de Femmes Autochtones du Québec	p. 7
Synthèse de la rencontre	p. 8
Contexte : Extractivisme, femmes et peuples autochtones	p. 10
- Quelle est l'origine du terme « extractivisme »?	p. 10
- Quels sont les liens entre l'extractivisme, les femmes et les communautés autochtones?	p. 11
- Quelles sont les conséquences de l'extractivisme?	p. 12
- Quel est le rôle du Canada dans l'industrie extractive?	p. 15
- Mouvements de résistance	p. 17
Analyse des enjeux soulevés lors de la rencontre internationale	p. 18
- Impacts et conséquences de l'extractivisme	p. 19
- Machisme et violence sexuelle	p. 22
- Mécanismes utilisés par l'industrie extractive	p. 23
- Militarisation	p. 25
- La place des femmes dans la résistance	p. 26
- Et le Canada dans tout ça?	p. 27
- Méthodes de résistance	p. 29
- Solidarité entre femmes	p. 30
Conclusion	p. 31
Annexe 1 : Déclaration	p. 32
Annexe 2 : Fiche de recommandations	p. 34
Annexe 3 : Communiqué de presse	p. 36
Références	p. 38

LEXIQUE DES DÉFINITIONS

Agriculture de subsistance : Une agriculture de survie avec peu ou pas de récoltes à vendre, qui permet aux agriculteurs.rices de se nourrir et nourrir leurs familles avec leur production, ce qui leur permet une autosuffisance alimentaire.²

Consentement préalable, libre et éclairé : Un principe qui est reconnu mondialement qui fait référence au fait que les peuples autochtones ont des droits antérieurs sur leurs terres ancestrales ainsi que leurs ressources et qu'ils ont l'autorité légitime d'être consultés pour un projet d'exploitation de ressources naturelles sur leur terre.³

Défenseur.e.s du territoire/Protecteurs.rices du territoire (traduction de l'anglais de « *land defenders* ») : Qu'ils/elles utilisent cette étiquette ou non, les défenseur.e.s du territoire sont des personnes qui luttent pour la protection de l'environnement, souvent des leaders paysan.ne.s ou autochtones qui veulent protéger leur terre ancestrale de projets extractifs. Les gardes forestiers.ères, activistes, journalistes, avocat.e.s ou employé.e.s d'organisations non gouvernementales (ONG) qui travaillent à la protection du territoire peuvent aussi entrer dans cette définition.⁴

Intégration de la dimension du genre : Intégrer l'égalité entre les femmes et les hommes au sein de la société dominante de façon que les femmes et les hommes en bénéficient de manière égale⁵. « Cela implique un examen de chacune des étapes de la politique – élaboration, mise en œuvre, suivi et évaluation – en vue de promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes ».⁶

Discrimination systématique fondée sur le genre : « La discrimination systémique s'inscrit dans les règles, les pratiques, les schèmes culturels et les méthodes utilisées dans un milieu donné. Sans qu'il n'y ait nécessairement intention ou conscience de discriminer, ces façons de faire ont pour effet de pénaliser un groupe social, dans ce cas-ci les femmes »⁷.

Extractivisme : Se réfère aux activités d'extraction massive de ressources naturelles pour l'exportation sur le marché international. Ces ressources peuvent inclure le pétrole, le gaz, les minéraux et les produits forestiers, mais aussi les industries d'énergie solaire et d'hydroélectricité ainsi que les formes industrielles d'agriculture végétale et animale. Le terme se réfère aussi aux conditions inévitables de l'exploitation.⁸

Féminisme : Le féminisme est un mouvement qui a comme but de garantir l'égalité politique, économique, culturelle, personnelle, sociale et juridique entre les hommes et les femmes. Ce mouvement vise à lutter contre toutes les discriminations dont les femmes sont victimes.⁹

Machisme : Idéologie fondée sur l'idée que l'homme domine socialement la femme et qu'il a donc droit à des privilèges. L'expression de cette idéologie peut ensuite inclure toutes les formes de violences faites aux femmes, tels le harcèlement et le viol.¹⁰

Misogynie : « Ce terme, qui signifie littéralement ‘haine des femmes’, désigne un sentiment de mépris ou d'hostilité envers les femmes » .¹¹

Néocolonialisme : Des politiques menées par les pays du Nord Global visant à exercer, sous des formes nouvelles, leur contrôle et domination des pays du Sud Global, qui sont maintenant des États indépendants, mais qui étaient autrefois colonisés.¹² Les anciennes puissances coloniales bloquent le développement des pays du Sud global, en les soutenant comme des sources de main d'œuvre et de ressources à bas prix.¹³

Nord Global/Sud Global (alternative à l'usage de « pays développés/pays en développement ») : L'opposition entre les pays du Nord Global et ceux du Sud Global fait référence à la grande disparité de pouvoir et de richesses du monde contemporain¹⁴. Les pays du Nord Global, aussi appelés les « pays occidentaux », sont plus puissants et riches. Cette opposition ne recoupe pas parfaitement le globe : l'Australie fait partie du Nord Global même si elle se situe dans l'hémisphère Sud.¹⁵

Patriarcat : Forme d'organisation sociale, qui existe depuis des millénaires, dans laquelle l'homme exerce le pouvoir dans le domaine politique, économique, religieux, sociétal où il détient le rôle dominant au sein de la famille, par rapport à la femme. La planète entière, mise à part quelques exceptions, est régie par cette organisation.¹⁶

Peuple autochtone : Il n'existe pas une définition officielle adoptée par le droit international, mais la définition la plus fréquemment citée est celle proposée par José Martinez Cobo, Rapporteur spécial du Groupe de Travail sur les Peuples Autochtones de la Sous-commission des droits de l'homme de l'ONU:

Par communautés, populations et nations autochtones, il faut entendre celles qui, liées par une continuité historique avec les sociétés antérieures à l'invasion et avec les sociétés précoloniales qui se sont développées sur leurs territoires, se jugent distinctes des autres éléments des sociétés qui dominent à présent sur leurs territoires ou parties de ces territoires. Ce sont aujourd'hui des éléments non dominants de la société et elles sont déterminées à conserver, développer et transmettre aux générations futures les territoires de leurs ancêtres et leur identité ethnique qui constituent la base de la continuité de leur existence en tant que peuples, conformément à leurs propres modèles culturels, à leurs institutions sociales et à leurs systèmes juridiques.¹⁷

Quatre facteurs utiles pour comprendre la notion du terme « autochtone » :

- a) L'antériorité s'agissant de l'occupation et de l'utilisation d'un territoire donné ;
- b) Le maintien volontaire d'un particularisme culturel qui peut se manifester par certains aspects de la langue, une organisation sociale, des valeurs religieuses ou spirituelles, des modes de production, des lois ou des institutions ;
- c) Le sentiment d'appartenance à un groupe, ainsi que la reconnaissance par d'autres groupes ou par les autorités nationales en tant que collectivité distincte ; et

d) Le fait d'avoir été soumis, marginalisé, dépossédé, exclu ou victime de discrimination, que cela soit ou non encore le cas.¹⁸

Sécurité alimentaire : La sécurité alimentaire existe lorsqu'une famille ou communauté a, à tout moment, un accès physique et économique à une nourriture suffisante, saine et nutritive leur permettant de satisfaire leurs besoins énergétiques et leurs préférences alimentaires pour mener une vie saine et active.¹⁹

Solastalgie : Contrairement à la nostalgie, qui est un sentiment de mélancolie ou de mal du pays ressenti par une personne séparée de son chez-soi, la solastalgie est une détresse psychique ou existentielle causée par les changements environnementaux ou climatiques, ressentie par une personne qui est encore rattachée à son environnement d'habitation. Ce terme a été inventé en 2005 par le philosophe Australien Glenn Albrecht.²⁰

Souveraineté alimentaire : « La souveraineté alimentaire est le droit des peuples à une alimentation saine et culturellement appropriée produite avec des méthodes durables, et le droit des peuples de définir leurs propres systèmes agricoles et alimentaires » .²¹

Violence basée sur le genre : La violence dirigée contre une personne due à son genre, son identité/expression du genre ou parce qu'elle ne se conforme pas aux normes restrictives du genre.²² Dans la plupart des sociétés actuelles, il y a un rapport de pouvoir inégal où les hommes ont un rôle social dominant, et donc ce sont les femmes qui sont le plus souvent les victimes de ce type de violence.²³

Violence contre les femmes : « Tous actes de violence dirigés contre le sexe féminin, et causant ou pouvant causer aux femmes un préjudice ou des souffrances physiques, sexuelles ou psychologiques, y compris la menace de tels actes, la contrainte ou la privation arbitraire de liberté, que ce soit dans la vie publique ou dans la vie privée » .²⁴

MOT DE LA COORDINATRICE ENVIRONNEMENT ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

Femmes Autochtones du Québec/Quebec Native Women (FAQNW) est une organisation bilingue, sans but lucratif, qui est née d'une initiative communautaire en 1974. Nos membres sont des femmes provenant de 10 des 11 nations autochtones du Québec, dont les Abénakis, les Algonquins, les Atikamekws, les Hurons-Wendats, les Innus, les Eeyous, les Malécites, les Mig'maqs, les Mohawks et les Naskapis, ainsi que divers groupes autochtones du reste du Canada vivant en milieu urbain au Québec.

La mission de FAQNW est de militer en faveur des droits des femmes autochtones et de leurs familles, à la fois collectivement et individuellement, afin de faire valoir les besoins et les priorités de ses membres auprès de tous les niveaux de gouvernement, de la société civile et des décideurs, et ce, dans tous les secteurs d'activités liés aux droits des peuples autochtones.

Le projet de la rencontre internationale « Femmes en résistance face à l'extractivisme » s'inscrit dans la continuité des actions réalisées depuis le *Tribunal permanent des peuples* (TPP) sur l'industrie minière canadienne en Amérique latine qui a eu lieu à Montréal en 2014, la Marche mondiale des femmes de 2015 ayant comme sujet central « *Libérons nos corps, notre Terre et nos territoires* » et du projet « *Des-Terres-Minées* » de 2016, où une tournée d'éducation populaire était réalisée avec des communautés autochtones de la région du Québec, affectées par des projets extractifs.

En tant que coordonnatrice en environnement et développement durable chez Femmes Autochtones du Québec, j'ai eu la chance de collaborer avec d'autres organismes défenseurs des droits humains pour réaliser conjointement cet événement. Ce rassemblement fut riche et guérisseur pour ces femmes venues des quatre coins du monde. Je tiens à remercier chacune d'elle pour leur générosité, leur courage et leur persévérance. Leurs réalités méritent d'être connues et les injustices et les violences auxquelles elles font face dénoncées.

Je tiens également à remercier l'Université McGill et plus particulièrement Mme Jasmine Lanthier-Brun pour sa contribution à la rédaction de ce rapport et pour l'aide qu'elle apporte à Femmes Autochtones du Québec.

En espérant que ce rapport permet une meilleure compréhension des impacts des projets extractifs sur les femmes autochtones du Canada et à l'international, de percevoir les enjeux et résistances qu'elles partagent pour une meilleure justice sociale et environnementale.

Kchi Wliwni,

Myriam Landry

Coordonnatrice environnement et développement durable, FAQNW

SYNTHÈSE DE LA RENCONTRE

Le 27, 28 et 29 avril 2018, une quarantaine de femmes, s'identifiant pour la plupart comme autochtones, paysannes, porteuses d'eau, protectrices du territoire ou comme militantes, venant des quatre coins du monde se sont réunies à Montréal pour assister à la rencontre internationale « Femmes en résistance face à l'extractivisme ». Ces femmes « se sont rencontrées dans le but de reconnaître le travail de chacune et de réaffirmer [leurs] luttes à la défense de la vie et du territoire ».²⁵ Premières témoins des impacts de l'industrie extractive sur leur survie et celle de leurs communautés respectives, ces femmes se retrouvent sur la ligne de front pour défendre leur terre, leur eau, leur culture et leurs droits humains.²⁶ Malgré le fait qu'elles sont souvent exclues des espaces consultatifs et décisionnels, elles luttent pour mobiliser leurs communautés et se faire entendre en risquant persécution, criminalisation et violence.²⁷ Leurs luttes, qui se font dans le creux des forêts ou dans les sommets des montagnes, reflètent celles de milliers de femmes à travers la planète qui veulent exposer les violations que commettent les entreprises extractives au nom de l'argent.

Ces femmes représentaient les treize pays suivants :

- Afrique du Sud
- Bolivie
- Brésil
- Cambodge
- Canada
- Colombie
- Équateur
- Guatemala
- Mexique
- Papouasie Nouvelle-Guinée
- Pérou
- Philippines
- Turquie

La rencontre s'est déroulée sur trois jours :

Jour 1 : L'espace était fermé au public. Afin d'assurer un espace sécuritaire de partage, la rencontre n'était ouverte que pour les femmes participantes ainsi que pour le comité organisateur.

Jour 2 : Le matin, l'espace était fermé au public. La rencontre n'était ouverte que pour les femmes participantes ainsi que pour le comité organisateur.

L'après-midi, l'espace était ouvert au public. Un panel de discussion a eu lieu, qui a rassemblé près de 300 personnes sur place et plus d'une centaine de personnes grâce à la diffusion en ligne. Le panel était suivi de cinq ateliers simultanés portant sur divers



Photo : FAQNW

enjeux et ensuite, une soirée culturelle festive a été organisée pour terminer la journée ouverte à tou.te.s.

Jour 3 : L'espace était fermé au public. Plus de 30 organismes à but non lucratif (OBNL) et ONG qui s'intéressent aux enjeux de l'extractivisme se sont joints à la rencontre. Un résumé des enjeux abordés par les femmes a été présenté, suivi par la présentation des objectifs que chaque organisme allait entreprendre pour appuyer le travail de ces femmes et lutter contre l'extractivisme dans son ensemble. Une déclaration officielle de 13 principes qui regroupent les enjeux les plus pertinents que vivent ces femmes a été élaborée (voir Annexe 1). La journée s'est terminée avec une sortie culturelle à Odanak (nation des Abénakis), pour les femmes et le comité organisateur, en vue de clore la rencontre en beauté.

Le lendemain de la rencontre internationale, un groupe de femmes de divers organismes impliqués dans l'organisation de l'événement est allé présenter un plaidoyer à Ottawa auprès de la section canadienne du Comité ParlAmericas et des Affaires mondiales du Canada. Les préoccupations et enjeux des femmes étaient partagés avec les élues et les membres des comités (voir Annexe 2).

Depuis 2014, FAQNW travaille collectivement avec d'autres organismes sur des projets liés aux enjeux entourant l'industrie extractive et ses impacts sur les femmes et les communautés autochtones.²⁸ Dans le cadre de la rencontre internationale « Femmes en résistance face à l'extractivisme », un comité de coordination a été créé afin d'avoir une collaboration organisationnelle. Les organismes du comité de coordination sont :

- Comité pour les droits humains en Amérique latine
- Développement et Paix
- Fédération des Femmes du Québec
- Femmes Autochtones du Québec
- Femmes de diverses origines
- KAIROS : Canadian Ecumenical Justice Initiatives
- Mines Alerte Canada
- Oxfam Canada
- Oxfam Québec
- Projet Accompagnement Québec-Guatemala
- Solidarité Laurentides Amérique centrale

CONTEXTE : EXTRACTIVISME, FEMMES ET PEUPLES AUTOCHTONES

Cette section est une synthèse de la documentation existante qui aborde les enjeux de l'extractivisme, les femmes et les communautés autochtones. Ce résumé a puisé dans une diversité de sources : reportages journalistiques, articles académiques ainsi que des documents produits par des OBNL et ONG.

QUELLE EST L'ORIGINE DU TERME « EXTRACTIVISME » ?

Le terme extractivisme se réfère aux activités d'extraction massive de ressources naturelles pour l'exportation sur le marché international.²⁹ Les ressources brutes qui sont extraites incluent le pétrole, le gaz, les minéraux et les produits forestiers, mais le terme extractivisme inclut aussi les industries qui nécessitent une expropriation de terres ou d'extraction d'eau, telles les industries d'énergie solaire et d'hydroélectricité ainsi que les formes industrielles d'agriculture végétale et animale.³⁰ L'extractivisme se réfère aussi aux conditions sous lesquelles ces ressources sont exploitées. Le terme se réfère enfin à un modèle inéquitable de développement économique : des investissements de compagnies étrangères, généralement de pays plus riches et puissants du Nord Global, imposent leur modèle de développement dans les pays du Sud Global pour pouvoir exploiter leurs richesses, sans que les populations de ceux-ci puissent profiter pleinement des retombées économiques.³¹

Le terme « *extractivismo* », de la langue portugaise, apparaît au Brésil à la fin du 20^e siècle lors de luttes autochtones contre l'exploitation du bois dans la forêt amazonienne.³² Le terme a été adopté dans d'autres pays de l'Amérique latine, tels que l'Équateur, la Bolivie, le Pérou et le Venezuela, où il y avait une forte résistance de la part d'autochtones et d'activistes face à la déréglementation et la privatisation de ressources comme le pétrole, les minéraux, le gaz naturel et l'eau.³³ Le terme commença par la suite à apparaître en Amérique du Nord, non seulement pour parler des événements qui se passaient dans les zones de conflits comme en Amazonie, mais aussi pour décrire ce qui se produisait sur des territoires locaux.³⁴

Au Canada, l'utilisation du terme extractivisme commence à prendre plus de place dans la sphère publique et académique. Par exemple, dans son article sur les sables bitumineux de l'Alberta, Jen Preston utilise le terme « extractivisme racial » pour décrire les politiques racistes et néocoloniales que le gouvernement canadien a mises en place pour permettre l'exploitation des territoires autochtones.³⁵ Cependant, ce terme est tellement nouveau au Canada qu'il est encore presque impossible de le retrouver dans les dictionnaires de langue anglaise ou française.

QUELS SONT LES LIENS ENTRE L'EXTRACTIVISME, LES FEMMES ET LES COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES?

Dans les sphères académiques, de mobilisations et d'ONG, on reconnaît de plus en plus qu'il y a un problème chronique de discrimination systémique contre les femmes dans l'industrie extractive.³⁶ Des préjugés sexistes profondément ancrés empêchent les femmes non seulement d'avoir accès aux espaces de consultations et des processus décisionnels, mais les empêchent aussi d'avoir accès aux retombées économiques de l'industrie.³⁷ La dimension du genre dans les pratiques et politiques de consultation et de négociation n'est pas prise en compte, engendrant l'exclusion systémique des femmes, et ce, à l'échelle internationale.³⁸

Associée à une main-d'œuvre manuelle et à un travail exigeant, l'industrie extractive est un secteur traditionnellement masculin.³⁹ Même dans les entreprises où il y a une main-d'œuvre féminine, la discrimination et le harcèlement verbal, physique et/ou sexuel sont fréquents.⁴⁰ Les barrières d'avancement professionnel sont persistantes; les industries du pétrole, de gaz et des mines sont des secteurs avec un des taux les plus bas de femmes dans les fonctions de direction.⁴¹

La discrimination systémique que vivent les femmes ne fait que se perpétuer avec chaque nouveau projet extractif, et les projets extractifs ne font que croître. Le système économique mondial actuel est basé sur un modèle de consommation perpétuelle et de croissance continue qui exige un approvisionnement insatiable de ressources naturelles, qui deviennent conséquemment plus rares et plus précieuses.⁴² Ces ressources se retrouvent disproportionnellement sur les territoires de communautés racisées et/ou autochtones, où leurs droits sont souvent mis de côté dans l'intérêt du « développement » et de la « croissance économique ».⁴³ Dans son rapport en 2011 à l'Assemblée générale des Nations-Unies, James Anaya, l'ancien Rapporteur spécial sur les droits des peuples autochtones, a exprimé que les opérations des industries extractives représentaient un des problèmes les plus urgents pour les peuples autochtones à l'échelle globale.⁴⁴

Dans un monde où les projets extractifs se multiplient, deux visions de la terre sont mises en opposition : celle des peuples autochtones, qui ont une vision holistique et globale et une relation d'interdépendance avec leur territoire et leur environnement, versus la vision des entreprises et des gouvernements, qui perçoivent la terre comme étant une ressource exploitable qui peut être achetée et vendue.⁴⁵ Les communautés autochtones ont longtemps reconnu le lien entre les êtres humains et le territoire.⁴⁶ Dans certaines régions du monde, cela fait des décennies qu'il y a maintes tentatives de la part du gouvernement de couper ces liens, à travers la colonisation, l'éviction forcée et la dépossession continues des terres.⁴⁷ La violence contre les femmes est une autre méthode qui sert à faire une coupure dans la vision d'interdépendance de la terre. La notion que la violence contre la terre est directement reliée à la violence contre les femmes a été élaborée par des femmes autochtones depuis un moment déjà.⁴⁸ D'après Sandra Moran, militante, féministe et artiste active dans l'association Femmes Méso-américaines en Résistance :

Les femmes résistent parce qu'elles défendent la vie. Le modèle extractif tue la vie, perturbe la vie, la transforme. La défense de la vie est au cœur du mouvement de résistance et comme femmes, nous nous sommes toujours occupées de la vie.⁴⁹

QUELLES SONT LES CONSÉQUENCES DE L'EXTRACTIVISME?

Les impacts négatifs de l'extractivisme sont nombreux : les conséquences peuvent être directes (ex. maladies dues à la pollution) ou indirectes (ex. importation de main-d'œuvre masculine qui crée une industrie du sexe). Voici une liste non exhaustive d'impacts :

- Des problématiques de santé reproductive (ex. malformations congénitales, infertilité)
- Cancer et autres maladies
- Des problématiques sociales chroniques, telles que :
 - l'augmentation des crimes;
 - l'augmentation d'abus d'alcool et de drogues;
 - la violence familiale, domestique et sexuelle;
 - la traite des personnes pour le travail et l'exploitation sexuelle;
 - le VIH et les autres infections transmises sexuellement;
 - les problèmes de santé mentale et les suicides;
 - les divisions à l'intérieur des communautés;
 - la pauvreté;
 - la perte d'autonomie alimentaire;
 - la perte de culture et d'autodétermination;
 - le trauma lié à la perte de territoires ancestraux;
 - la persécution et la criminalisation;
 - les menaces de mort/la mort.⁵⁰

Problématiques sociales

Comme il est démontré ci-haut, les problématiques sociales qui apparaissent après l'arrivée d'entreprises extractives sont nombreuses. Les sites d'extractions d'industries forestières, pétrolières et minières apportent une main-d'œuvre majoritairement masculine qui arrivent de communautés extérieures (ce qu'on nomme les « *man camps* » en anglais).⁵¹ En Amérique du Nord, cette hausse de population masculine près de communautés autochtones concorde avec une augmentation inquiétante de violence sexuelle et d'exploitation sexuelle des femmes et de filles, pour ne pas mentionner les femmes disparues.⁵² Il y a aussi une augmentation de crimes, d'abus d'alcool et de drogues, et d'infections transmises sexuellement.⁵³ La situation est semblable à l'extérieur du pays.

Les mécanismes qu'utilisent les gouvernements et les entreprises pour imposer leurs projets extractifs sur des communautés peuvent être divers : parfois des lois sont changées pour faciliter l'expropriation ou l'utilisation des terres, d'autres fois des décisions sont prises à portes closes ou l'information liée au projet n'est pas transmise de façon accessible à la population locale.⁵⁴ Parfois, les peuples autochtones acceptent un projet extractif sur

leur territoire, qui peut souvent s'expliquer par un niveau élevé de pauvreté dans la communauté dû à l'absence d'alternatives économiques.⁵⁵ Il arrive que les décisions ne fassent pas consensus dans l'ensemble de la communauté, créant de grandes tensions qui, par conséquent, altèrent de façon sérieuse les dynamiques relationnelles de la communauté.⁵⁶ Les femmes qui s'opposent aux projets extractifs se retrouvent souvent stigmatisées à l'intérieur même de leur communauté, exclues de ces prises de décisions importantes.⁵⁷ Les conséquences sociales de l'extractivisme exacerbent les tensions qui existaient déjà dans beaucoup de communautés dues à une longue histoire de colonisation et d'oppression. Ceci influence donc énormément les dynamiques familiales et de genres.⁵⁸

Violence spirituelle

L'industrie extractive a un énorme impact spirituel pour les peuples autochtones. La violence spirituelle peut se manifester quand il y a perte d'un territoire ancestral à travers la dépossession d'une terre ou l'éviction forcée. Une autre manifestation de cette violence est en étant témoin de la violence que subissent la terre, l'eau et les animaux.⁵⁹ Cet impact peut être considéré un type de solastalgie : contrairement à la nostalgie, qui est un sentiment de mélancolie ou de mal du pays ressenti par une personne séparée de son chez-soi, la solastalgie est une détresse psychique ou existentielle causée par les changements environnementaux ou climatiques ressenti par une personne qui est encore rattachée à son environnement d'habitation.⁶⁰

Sécurité et souveraineté alimentaire

Un autre impact majeur de l'extractivisme est la perte de souveraineté alimentaire. Les communautés affectées, qui vivent encore en grande partie de leur territoire, sont soit dépossédées de leurs terres ou voient l'écosystème se transformer drastiquement.⁶¹ Ceci entraîne la perte du mode de vie traditionnel, qui inclut la chasse, la pêche, l'élevage, la cueillette, ou l'agriculture de subsistance.⁶² De plus, dans les pays du Sud Global, les femmes sont celles qui sont les premières responsables de la terre et de l'agriculture, les hommes travaillant souvent à l'extérieur du domaine familial, et donc ce sont elles qui subissent les plus grandes répercussions de la perte de leur source d'économie principale.⁶³

Santé physique et reproductive

L'industrie extractive a un fort impact sur la santé physique et reproductive des communautés affectées dû à la pollution et la contamination de l'air, de la terre et des cours d'eau.⁶⁴ Ceci affecte plus fortement les femmes.⁶⁵ Dans les communautés autochtones, ce sont souvent les femmes qui ont les rôles principaux dans l'agriculture de subsistance, la cueillette et la transformation des aliments qui se font dans l'environnement.⁶⁶ Ces femmes sont les guérisseuses, enseignantes et gardiennes des savoirs traditionnels⁶⁷. Ce sont elles qui transmettent la langue et la culture aux prochaines générations.⁶⁸ Ces activités culturelles et traditionnelles sont intimement liées à l'environnement et au territoire.⁶⁹ Ces activités quotidiennes les rendent donc particulièrement vulnérables à l'absorption des contaminants environnementaux, ce qui affecte ensuite leur santé, leur mode de vie et leurs capacités reproductives.⁷⁰

Les problématiques de santé reliées à la contamination du territoire par l'industrie extractive incluent, mais ne se limitent pas à : la contamination du lait maternel; des taux disproportionnés de cancers d'organes reproductifs tels que le cancer du sein, des ovaires, de l'utérus, et de la prostate; une augmentation des problèmes respiratoires tels que l'asthme; de hauts taux de stérilité et d'infertilité; des naissances d'enfants avec des malformations congénitales; des retards développementaux, des difficultés d'apprentissage et des effets neurologiques chez les nouveau-nés, etc.⁷¹

Criminalisation

Il n'est pas rare que les défenseur.e.s du territoire se retrouvent au cœur de batailles juridiques. Lors de conflits entourant l'exploitation ou l'expropriation des terres, les gouvernements et compagnies extractives amènent des défenseur.e.s en cours sous des accusations démesurées ou falsifiées.⁷² Les accusé.e.s sont ensuite stigmatisé.e.s publiquement, victimes de préjugés comme être contre le « progrès » et le « développement », ou même étiqueté.e.s comme des criminel.le.s par le gouvernement et les médias.⁷³

Cette criminalisation est un mécanisme d'intimidation, car les procès légaux peuvent être très longs et coûteux, et les accusé.e.s ont rarement les mêmes ressources financières que les gouvernements et les entreprises multinationales.⁷⁴ D'autres fois, des communautés dépossédées de leurs terres ancestrales ne peuvent accéder à la justice, car leur occupation et leur utilisation du territoire n'ont jamais été reconnues officiellement.⁷⁵

Violations des droits humains

Dans un rapport du Rapporteur spécial de l'ONU, les défenseur.e.s du territoire font face à de graves menaces et violations, tels la surveillance illégale, les interdictions de voyager, le chantage, le harcèlement sexuel, le harcèlement judiciaire, les attaques violentes et les menaces envers leur personne et leur famille et les disparitions.⁷⁶

L'utilisation de répression violente par les entreprises extractives est répandue : la police, l'armée ainsi que les compagnies privées de sécurité embauchées par les compagnies extractives travaillent de concert pour s'assurer de la continuation de leurs objectifs d'exploitation.⁷⁷ Ces forces de sécurité sont utilisées pour attaquer les communautés pendant l'expropriation de terres ou lors de manifestations ou blocus.⁷⁸

L'utilisation des cours et tribunaux de justice, qui sont souvent corrompus ou biaisés en faveur des intérêts des multinationales, est souvent impossible ou très compliquée.⁷⁹ Les responsables de ces violations en ressortent avec une impunité totale.⁸⁰

Quoique les violations les plus sérieuses, telles que les disparitions et les assassinats planifiés, se retrouvent plus dans les pays du Sud Global, il y a une tendance mondiale de violations de droits humains.⁸¹ Par exemple, lors du rassemblement à Standing Rock (2016-2017) au Dakota du Sud (aux États-Unis), plus de 300 différentes nations autochtones et

leurs allié.e.s se sont mobilisé.e.s contre un projet d'oléoduc en territoire sacré.⁸² Ils ont été soumis.es à une utilisation excessive de force par l'armée, des arrestations de masse ainsi que des conditions de détention inhumaines.⁸³ Au Canada, plusieurs reportages ont mis en lumière la surveillance des groupes environnementaux par les agences gouvernementales.⁸⁴

Violence sexuelle

La violence sexuelle est une problématique sérieuse lors de conflits entourant l'extractivisme. Cette répression est une forme de violence basée sur le genre, car les filles et les femmes en sont les plus grandes victimes.⁸⁵ Ceci se manifeste par l'augmentation de violence conjugale à l'intérieur des communautés affectées.⁸⁶ La violence sexuelle est aussi utilisée de façon plus systématique, comme dans beaucoup de contextes conflictuels où le viol est utilisé comme outil de guerre.⁸⁷ Cette violence est utilisée pour déstabiliser une population, en subjuguant et humiliant les hommes dans les communautés où les femmes sont idéalisées comme les porteuses de l'identité culturelle et leur corps perçut comme un territoire à conquérir.⁸⁸ Les femmes victimes de violence sexuelle doivent ensuite subir les conséquences physiques, émotionnelles et spirituelles.

Assassinats des défenseur.e.s du territoire

Dans plusieurs pays à travers le monde, les hommes et les femmes qui luttent contre l'extractivisme risquent leur vie ainsi que celle de leur famille. Le journal anglais *The Guardian*, en collaboration avec l'ONG Global Witness, a mis en place un site Web de surveillance des assassinats des défenseur.e.s du territoire.⁸⁹ Dans les statistiques recueillies en 2016, ce sont les autochtones qui sont victimes de 40% des meurtres liés à l'extractivisme, et les habitants de l'Amérique latine 60%.⁹⁰ Une grande portion de ces assassinats arrive lors de manifestations ou blocus de projets, actions qui sont souvent parmi les derniers recours pour ces communautés de s'opposer aux projets extractifs qui leur sont imposés sans consentement préalable, libre et éclairé.⁹¹ Les auteurs suspects de ces assassinats seraient des paramilitaires, des policiers, des gardiens de sécurité et des propriétaires de terres, entre autres, et ceux-ci sont rarement poursuivis en justice.⁹² En 2016, il y a eu 201 assassinats à travers la planète liés à la protection du territoire et 197 en 2017.⁹³ Les données recueillies en 2017 indiquent que le Brésil, la Colombie et les Philippines ont été les pays les plus meurtriers pour les défenseur.e.s, avec le Honduras qui a maintenu le record du plus haut taux de meurtres per capita.⁹⁴ Les secteurs d'activité minière et pétrolière sont les plus meurtriers et on note une croissance de victimes dans le secteur de l'industrie forestière et agroalimentaire.⁹⁵ Bien que 9 victimes sur 10 soient des hommes, les femmes font face aux menaces genrées telles que soulignées plus haut.⁹⁶

QUEL EST LE RÔLE DU CANADA DANS L'INDUSTRIE EXTRACTIVE?

Le Canada est un acteur très présent dans l'économie des activités extractives, autant à l'intérieur de ses frontières qu'à l'international. Le gouvernement canadien soutient fortement les compagnies minières dans leur développement et leur exploitation.⁹⁷ Au

Canada, il y a une vaste quantité de ressources naturelles telles que le pétrole, le gaz, les minéraux, le bois et l'eau.⁹⁸ Ici comme ailleurs, ce développement est souvent fait au détriment des peuples autochtones, et plus précisément des femmes et filles autochtones.⁹⁹ Les conséquences des activités extractives décrites dans la section précédente ont aussi été documentées à travers le pays, telles que dans des communautés qui vivent dans le nord de la Colombie-Britannique près des mines, en Alberta près des sites d'exploitation pétrolière et des projets de sables bitumineux ainsi qu'en Ontario, à proximité des raffineries chimiques.¹⁰⁰

Le Canada a adopté un modèle économique basé sur l'extraction des ressources en territoires autochtones depuis le début de la colonisation.¹⁰¹ Depuis, ce modèle d'exploitation a été exporté à l'étranger sur des territoires qui sont, encore une fois, majoritairement autochtones.¹⁰²

Les compagnies minières canadiennes sont présentes depuis les années 1960 en Amérique latine, collaborant avec les gouvernements en place pour contourner les lois afin de favoriser la mise en place de projets extractifs.¹⁰³ Le résultat fut la dépossession des territoires des peuples autochtones et des répressions violentes face aux opposant.e.s des projets.¹⁰⁴ Ces compagnies canadiennes étaient présentes au Guatemala, au Chili, en République Dominicaine, en Jamaïque, en Guinée et au Brésil.¹⁰⁵ Graduellement, les compagnies ont ajouté des sites miniers en Amérique latine (ex. Mexique et Honduras), en Europe (ex. Grèce, Turquie), en Afrique (ex. République démocratique du Congo, Tanzanie) et en Asie (ex. Philippines, Papouasie).¹⁰⁶ Selon l'Association minière du Canada, les compagnies minières canadiennes opèrent présentement dans plus de 100 pays à travers le monde.¹⁰⁷

Les scandales entourant les violations des droits humains commis par les compagnies minières canadiennes continuent à émerger à l'intérieur du Canada, ainsi qu'à l'étranger.¹⁰⁸ Par exemple, la compagnie minière canadienne Barrick Gold, la neuvième plus grande compagnie mondiale, est accusée de graves violations des droits humains en Papouasie-Nouvelle-Guinée : incendies de maisons près de la mine, dépôt chimique ayant causé des brûlures corporelles à 150 personnes, violences sexuelles de la part des gardiens de sécurité, etc.¹⁰⁹ Les victimes de ces atrocités peinent à recevoir une réparation qui est digne du crime qu'elles ont subi. On peut citer le cas d'une centaine de femmes violées par des gardiens de sécurité embauchés par la mine¹¹⁰. Celles-ci luttent toujours pour obtenir justice.¹¹¹

Barrick Gold, comme toutes les entreprises extractives, a l'obligation de respecter les droits de ces personnes et devrait répondre de façon adéquate aux violations qu'ils ont commises.¹¹² Les défenseur.e.s du territoire sont aussi des défenseur.e.s des droits humains.¹¹³ Ce faisant, les gouvernements ont un rôle à jouer pour leur protection, tel que souligné dans la *Déclaration sur les défenseurs des droits de l'homme de l'ONU*.¹¹⁴ De plus, le gouvernement canadien a ratifié, en 2016, la *Déclaration des Nations-Unies sur le droit des peuples autochtones*, ce qui devrait le guider dans ses prises de décisions.¹¹⁵

MOUVEMENT DE RÉSISTANCE

Un mouvement de résistance mondiale suit cette croissance de projets extractifs, autant à l'intérieur des frontières canadiennes qu'à l'extérieur. Les paysans et les autochtones se retrouvent au front de la résistance.¹¹⁶ Ces peuples, qui ne prennent souvent pas l'étiquette d'activistes, de militant.e.s ou de défenseur.e.s de l'environnement, se retrouvent dans cette lutte non par choix, mais par nécessité afin de sauvegarder leur terre ancestrale et leur mode de vie.¹¹⁷ Les femmes paysannes et autochtones, qui, avec leurs enfants, sont les premières victimes des projets extractivistes, se retrouvent donc au cœur de cette résistance.¹¹⁸

Les femmes qui font partie de ce mouvement utilisent diverses méthodes de résistance. Elles organisent des rassemblements pour pouvoir parler de leurs expériences et trouver des solutions communes. Elles prennent le temps de s'éduquer sur les impacts de l'industrie extractive. Elles trouvent des façons de transmettre ces connaissances à leurs communautés respectives. Elles utilisent les arts et la science. Elles prennent la parole devant le gouvernement et les médias et elles utilisent leur voix et leur corps en se mettant sur la ligne de front lors de mobilisations et blocus.¹¹⁹

Les journalistes, les avocat.e.s, les activistes ou employé.e.s d'ONG, qui luttent pour la défense des droits humains et environnementaux en assistant aux mobilisations ou en dénonçant les violations commises par les entreprises, font aussi partie de ce mouvement de résistance.¹²⁰ D'autres groupes se retrouvent aussi parmi le mouvement de résistance. Il y a les gardes foresti.ers.ères qui mettent leur vie en péril en luttant contre la déforestation ou le braconnage illégal dans les parcs nationaux dans des pays tels que la République Démocratique du Congo.¹²¹

ANALYSE DES ENJEUX ABORDÉS LORS DE LA RENCONTRE INTERNATIONALE

La rédaction de cette section a été possible grâce aux nombreuses bénévoles qui ont pris des notes lors de la rencontre. Ces notes ne couvrent pas l'étendue complète de la rencontre, donc la voix de certaines participantes ne se retrouve pas dans cette analyse. Toutes les informations permettant d'identifier les participantes ont été supprimées pour assurer l'anonymat et la sécurité des femmes.



Photo :FAQNW

Les 37 femmes réunies à la rencontre internationale « Femmes en résistance face à l'extractivisme » venaient de différents horizons, mais avaient en commun de vivre dans des communautés affectées par l'industrie extractive. Ces femmes ne s'identifiaient pas toutes comme militantes ou activistes, mais davantage comme protectrices de la vie. La plupart, mais pas toutes, s'identifiaient comme paysannes et/ou autochtones. Certaines militent depuis quelques années, d'autres depuis plus de trente ans.

Ces femmes sont venues parler des impacts des projets extractifs qui les affectaient ainsi que de leurs actions et moyens mis en œuvre pour y faire face. Elles ont passé trois jours à partager non seulement leurs expériences parfois douloureuses, mais aussi leurs succès et ce qui leur donne la force de continuer leur combat. Cette section est une synthèse des témoignages des femmes qui permet d'avoir une perspective générale des enjeux abordés lors de la rencontre internationale.

IMPACTS ET CONSÉQUENCES DE L'EXTRACTIVISME

Lors de la rencontre, les femmes ont partagé les maintes façons dont l'extractivisme a affecté leur vie et celle de leurs communautés. Certaines femmes viennent de communautés qui ont subi les

« Je m'inquiète du fait que mes enfants vont connaître le goût des produits importés comme les bananes, mais ne pourront pas connaître le goût de leur propre territoire. »

- Participante du Canada

impacts de projets extractifs depuis plusieurs générations. Par exemple, une participante du Québec a expliqué que cela faisait maintenant cent ans qu'il y a des compagnies extractives sur la terre de sa nation, ce qui a amené de grands changements dans l'écosystème et dans le mode de vie de la communauté. Pour d'autres, les impacts se sont fait ressentir plus récemment. Une participante de la Turquie a exprimé que chez elle, à la suite du coup d'État des années 1990, qui a mis au pouvoir un gouvernement moins favorable à la préservation de l'environnement, les compagnies ont commencé à s'implanter. Elle a parlé d'un site en Turquie reconnu par l'UNESCO pour sa richesse en termes de biodiversité. Malheureusement, même ce site d'héritage mondial n'était pas à l'abri des projets extractifs puisqu'il est maintenant prospecté par une compagnie minière. Cette femme a décrit que la région est menacée par de multiples projets, incluant 176 petits barrages hydroélectriques et environ 300 permis d'exploration pour des mines dans un secteur d'une superficie d'environ 8000 hectares.

La présence de nombreux projets extractifs sur un espace limité est une réalité relativement commune. C'est le cas d'une communauté du Québec : une participante a témoigné que sa communauté est entourée de huit projets miniers différents, quatre étant actifs actuellement et quatre autres en démarrage, en plus de compter près de 80 sites miniers abandonnés qui seront rétablis. Cela est sans compter les activités forestières intensives qui sont présentes sur leur territoire depuis les années 1940, affectant grandement leur mode de vie.

Contamination des terres et assèchement des cours d'eau

L'impact de ces entreprises sur l'environnement est catastrophique pour l'écosystème. La contamination des terres en est un exemple. Ce problème a été soulevé par de nombreuses femmes comme étant désastreux pour leurs communautés, car ceci rend impossible la culture des terres et altère leur moyen de production agricole de subsistance.

La contamination ou l'assèchement des cours d'eau sont d'autres impacts environnementaux de l'extractivisme. L'eau est un droit fondamental et, dans certaines

« Nos traditions s'assurent que certaines régions et montagnes ne sont jamais touchées ou coupées, parce que selon des connaissances traditionnelles autochtones, si les arbres sont coupés dans la montagne, les arbres qui se trouvent en aval ne survivront pas. »

- Participante de la Turquie

régions, c'est une véritable crise d'accès à l'eau potable qui se produit.¹²² Avec la contamination ou la disparition de l'eau, ainsi que la contamination du sol, vient la disparition d'espèces animales. Une femme du Pérou et une autre du Guatemala ont expliqué que depuis l'arrivée des projets extractifs dans leurs communautés, des rivières et des cours d'eau se sont asséchés, dû aux activités extractives qui nécessitent un grand besoin en eau. Une femme du Brésil et une du Canada ont exprimé que les cours d'eau dans leur région sont pollués de façon si importante que la pêche n'est plus possible. Une femme venue de l'Afrique du Sud a démontré l'absurdité des droits des entreprises sur celles des populations : les cours d'eau propres de sa communauté sont détournés pour l'utilisation des entreprises minières et les gens, en retour, boivent de l'eau contaminée.

Souveraineté alimentaire

La pollution des terres, la sécheresse et la contamination des cours d'eau ou la disparition des espèces animales réduisent la sécurité et la souveraineté alimentaire des communautés. Plusieurs femmes ont constaté les nombreuses conséquences de cette perte. Une des conséquences est la dépendance aux aliments provenant de l'extérieur, qui est un grand changement de mode de vie ainsi qu'un coût additionnel pour une famille. Souvent, ce sont les femmes qui sont responsables de nourrir l'unité familiale. Elles se retrouvent donc plus touchées par ces transformations. Elles doivent ensuite se trouver d'autres moyens de subvenir aux besoins de leurs familles, qui peuvent parfois les mettre plus à risque. Par exemple, une participante de la Papouasie-Nouvelle-Guinée a décrit comment sa communauté a perdu son autonomie alimentaire après l'arrivée d'une mine, qui a contaminé les sols. Depuis ce changement drastique de mode de vie, les femmes vont au dépotoir de la mine, où il y a des déchets rocheux, pour essayer de trouver des résidus d'or. Avec leurs profits, elles ne peuvent pas envoyer leurs enfants à l'école, mais elles peuvent au moins acheter de quoi faire un repas le soir. Les femmes se mettent en danger quand elles vont faire cette collecte et peuvent se faire arrêter par les gardiens de sécurité qui sont embauchés par la compagnie minière. Elles vont ensuite en prison ou elles ont une amende, ce qui veut dire que la plupart restent en prison, car elles n'ont pas d'argent. Il y a aussi énormément de femmes qui se font attaquer physiquement ou violer par ces mêmes gardiens de sécurité.

Plusieurs femmes venant de différentes régions du Canada ont exprimé leurs inquiétudes par rapport au déclin de la population du caribou. Elles ont expliqué que ce déclin est dû à la destruction des territoires et de l'environnement, ce qui inclut la perturbation de leur habitat à travers la déforestation et la construction de mines et de barrages. Une femme venant d'une région nordique du Canada a fait le lien entre l'industrie extractive et les conséquences liées aux changements climatiques : il fait tellement chaud l'été que les familles pensent installer des climatiseurs dans leur maison, ce qui est nouveau pour la communauté.

Santé physique

Les projets extractifs entraînent avec eux des problèmes de santé dus à la pollution et à la contamination de l'air, des sols et des cours d'eau. Une femme du Québec a expliqué que depuis la réouverture d'une mine près de sa communauté, il y a une augmentation de troubles respiratoires, de cancers et de malformations chez les nouveau-nés.

Violence spirituelle

Les femmes ont exprimé la violence spirituelle qu'elles ressentent en voyant le saccage environnemental qui les entoure. Pour beaucoup, la destruction environnementale se fait sur leur territoire ancestral. Les femmes présentes partageaient le sentiment d'être responsable du territoire. Elles ressentent de la culpabilité lorsqu'elles voient la destruction de leur environnement et de leur territoire. Avec ces pertes, elles ne peuvent pas transmettre les traditions et la culture aux plus jeunes générations, créant ainsi une coupure. Par exemple, une femme



Photo : FAQNW

du Québec a expliqué que la perte du caribou n'est pas seulement une perte de source alimentaire, c'est aussi le fait que les gens de sa communauté ne peuvent plus fabriquer les raquettes traditionnelles faites à base de l'animal, par exemple. Plusieurs femmes ont parlé de l'épuisement qu'elles ressentent dans ces luttes continuelles, entraînant des sentiments d'isolement, de déception et de perte.

Visions diverses

Un aspect important à souligner est que les participantes n'avaient pas une vision commune sur l'extractivisme : certaines ne veulent aucun projet extractif sur leur territoire, d'autres sont prêtes à accepter un partenariat d'exploitation durable avec un vrai consentement préalable, libre et éclairé.¹²³ Le niveau de pauvreté dans beaucoup de ces communautés est non-négligeable. Les femmes comprennent que certaines communautés n'ont pas d'autres alternatives économiques que le projet extractif qu'on leur propose.

Une analyse qui est ressortie de cette rencontre est que ces femmes, en provenance de différents milieux et réalités socio-économiques, partagent des expériences semblables face à l'extractivisme et que ce sont les systèmes en place qui sont le problème. Certaines

« Ceci est une opportunité pour définir notre modèle de développement, qui est différent du modèle extractif néolibéral. »

- Source inconnue

femmes ont dénoncé le fait que leur gouvernement est à la solde des compagnies extractives et que la corruption est omniprésente. Les concepts de patriarcat, de racisme, de capitalisme et de néo-

libéralisme ont été soulevés à maintes reprises. Les participantes ont expliqué qu'à l'intérieur de ces systèmes, ce sont les femmes qui subissent le plus de conséquences.

MACHISME ET VIOLENCE SEXUELLE

Les projets extractifs entraînent avec eux leurs lots de transformations sociales. Les dynamiques et les relations entre les hommes et les femmes sont souvent affectées, généralement au détriment des femmes. Une majorité de participantes ont fait état des diverses formes de violences qu'elles ont subies de la part des hommes de leurs communautés et/ou des travailleurs des entreprises extractives, la violence sexuelle étant fréquente. Certaines femmes de l'Amérique latine ont parlé d'une théorie qui met en relation directe le territoire et le corps des femmes : dans la résistance face aux industries extractives, leur corps est le premier territoire à défendre. Les participantes du Canada ont parlé du lien entre les projets extractifs et les femmes autochtones disparues et assassinées.

« Il n'y a pas de justice lorsque le dommage est irréversible. »
- Participante du Guatemala

Beaucoup de femmes ont exprimé le fait que l'industrie extractive n'apporte pas d'emplois de qualité pour les femmes et que les compagnies extractives emmènent avec elles une forte main d'œuvre masculine. Plusieurs femmes ayant travaillé pour ces compagnies ont témoigné du machisme omniprésent et quotidien. Le harcèlement et les agressions sexuelles en sont un résultat et si les femmes dénoncent cette forme de sexisme, elles se font critiquer.

Les différents impacts sociaux de l'extractivisme peuvent aussi apporter une augmentation de violence conjugale dans les communautés affectées. On constate aussi qu'il se crée une demande pour l'industrie du sexe autour des projets extractifs. Malheureusement, de jeunes filles se retrouvent dans cette industrie. La présence de gardiens de sécurité, embauchés par les compagnies extractives, participe à l'augmentation de violence envers les femmes. Plusieurs participantes dénoncent le fait qu'elles ont subi de la violence physique et/ou sexuelle par des gardiens de sécurité. Souvent, ces femmes ne connaissent pas leurs droits, n'ont pas de recours pour dénoncer leurs agresseurs ou les amener en justice, et donc ces hommes continuent à perpétrer ces actes de violence en toute impunité. Les femmes victimes de violences sexuelles subissent ensuite les répercussions de ces événements à

« Nous voulons une vie sans violence, un territoire qui nous appartient, qui nous apporte du bonheur. »

- Participante de la Colombie

long terme: séquelles physiques, psychologiques, spirituelles. Les grossesses non désirées peuvent survenir, et dans les régions où interrompre la grossesse n'est pas une option viable, l'avortement illégal peut engendrer de problèmes graves.

Dans certains pays, cette misogynie se retrouve à la tête du gouvernement de façon explicite : une femme venue des Philippines a expliqué comment le président du pays a donné le mot d'ordre à ses soldats de s'occuper des rebelles communistes femmes en les « tirant dans le vagin », en ajoutant que sans celui-ci, les femmes seraient inutiles.¹²⁴

MÉCANISMES UTILISÉS PAR L'INDUSTRIE EXTRACTIVE

« On a eu une entente par rapport à l'environnement et l'embauche d'employés, mais il n'y a pas eu de suivi. C'est ça le morceau qu'il manque. Il doit y avoir de l'action pour faire un suivi pour rendre les compagnies minières responsables. Il n'y a pas de mécanismes. »

- Source inconnue

Les compagnies extractives utilisent divers mécanismes pour imposer leurs projets. Elles font miroiter aux communautés affectées que l'exploitation sur leur territoire apportera de bons emplois, l'accès à de meilleures conditions de vie, la santé et

l'éducation, ce qui s'avère la plupart du temps faux. Souvent, les compagnies extractives ne respectent pas leurs obligations envers les communautés affectées contenues dans les ententes officielles. Plusieurs femmes ont exprimé leur colère concernant l'absence d'imputabilité des compagnies et des gouvernements.

Une participante de l'Afrique du Sud a mis en lumière ces enjeux. Son village a perdu sa souveraineté alimentaire due à la contamination du sol et de l'eau. De plus, des maladies reliées à la pollution sont apparues ainsi que des maladies propagées par les travailleurs embauchés par les entreprises. Encore, des jeunes femmes ont été mises enceintes par ces travailleurs et la violence conjugale a augmenté dans la communauté. Leur territoire se trouve à proximité de la deuxième plus grande centrale électrique en Afrique, mais seulement 55% de la communauté est électrifiée. Les projets extractifs n'ont pas amélioré les conditions de cette communauté, comme les compagnies l'avaient promis.

Que ce soit au Canada ou ailleurs, les femmes sont persécutées lorsqu'elles prennent position face aux projets qui les affectent. Ces persécutions et répressions peuvent se manifester autant à l'intérieur qu'à l'extérieur de leurs communautés. Une femme du Québec a exprimé qu'elle ne pouvait plus rester dans sa communauté parce qu'elle prenait souvent la parole pour dénoncer les projets extractifs. Elle s'est fait stigmatiser par d'autres membres de la communauté, ainsi que par le Conseil de Bande, ce qui a fait en sorte qu'elle a quitté la communauté. Une autre femme du Québec a fait part de la crise de logement à laquelle fait face sa communauté. Elle avait entendu parler d'un nouveau développement financé par une compagnie minière; elle a appliqué, mais s'est fait refuser le logement. Elle dénonce ce refus comme une conséquence directe pour avoir pris position contre la minière. Une femme de la Colombie-Britannique a pour sa part mentionné qu'elle avait peur d'écrire sur les médias sociaux qu'elle participait à cette rencontre, craignant les répercussions contre elle.

Dans ces cas, les femmes ont décrit l'isolement qu'elles ressentent dans leur combat lorsqu'elles ont des positions qui ne sont pas partagées par leurs communautés. Les conflits en lien avec les projets extractifs créent des divisions à l'intérieur des communautés. Cette division sociale est un mécanisme utilisé par les compagnies extractives.

Les femmes ont parlé du défi d'être accusées d'aller à l'encontre du « développement » et du « progrès ». Cette stigmatisation peut venir de la communauté, mais quand ce message est véhiculé à la société dominante par le gouvernement ou les médias, c'est une autre façon de perpétuer la discrimination envers les paysans et peuples autochtones. Les défenseur.e.s du territoire sont donc discrédité.e.s et judiciarisé.e.s par ceux au pouvoir : une participante de la Turquie et une autre du Pérou ont évoqué comment leur gouvernement dépeignent les défendeur.e.s comme des « radic.aux.ales » et des « terroristes ». Les médias travaillent de concert avec les gouvernements pour propager ces discours dans l'espace public. Par ailleurs, plusieurs femmes ont dit qu'il est presque impossible de se rassembler dans leur pays d'origine puisque le risque de persécution et de criminalisation est trop grand. Notons le cas d'une participante de la Turquie qui fait face à cinq poursuites pour son travail relié aux nombreuses mobilisations et blocus dans lesquelles elle a participé, ou celui d'une participante originaire du Guatemala, qui a fui son pays et est devenue réfugiée politique due à sa prise de position face à l'extractivisme.

Le système juridique est un outil puissant utilisé par les entreprises et les gouvernements contre les protect.eurs.rices de la terre. Les compagnies extractives contournent souvent les lois, avec l'aide du gouvernement, pour faire avancer leurs projets. On a souligné que dans certains cas, comme en Amérique centrale, certains peuples autochtones n'ont jamais eu la reconnaissance officielle qu'ils étaient propriétaires de leur terre ancestrale, ce qui rend leur expropriation plus facile au niveau juridique.

Parfois, un jugement en faveur des défenseur.e.s de l'environnement est pris, mais les compagnies et les gouvernements trouvent d'autres moyens d'imposer leurs projets ou de contourner les lois. Par exemple, une femme de la Colombie-Britannique a raconté comment son peuple a gagné, à deux reprises devant la cour contre une compagnie minière, qui voulait s'installer sur leur territoire, en prouvant que les activités d'exploitation seraient nocives pour la communauté affectée ainsi que pour l'environnement. Ceci n'a pas freiné l'entreprise, qui continue à ce jour d'essayer d'imposer des nouveaux projets miniers sur le territoire. Une femme du Québec a expliqué que sa communauté a tenu des référendums à répétition pour se positionner face aux projets hydroélectriques et miniers sur leur territoire. Bien que les résultats de vote ont démontré le refus des membres face aux projets, le gouvernement du Québec a poursuivi ses tentatives de mise en place de projets sur leur territoire. Ces femmes démontrent que les compagnies continuent leurs activités d'exploration et d'exploitation au moment où une communauté est en processus de consultation, de négociation ou lors de procès en cours.

En conséquence, plusieurs femmes ont exprimé leur découragement face à l'utilisation des systèmes juridiques pour freiner leur lutte. Cette méthode puise énormément de ressources et d'énergie : la mobilisation et sensibilisation de la communauté affectée ainsi que la société en général doit continuer à être alimentée, des avocats doivent être embauchés, etc. Par ailleurs, le processus juridique peut être très long. Une des participantes du Canada a expliqué que sa communauté est allée en cours contre une compagnie minière pendant 25 ans. Les compagnies extractives pour leur part possèdent des ressources financières incomparables et utilisent les mécanismes juridiques à leur avantage pour épuiser la contrepartie, qui est loin d'avoir accès aux mêmes ressources financières et juridiques.

« On dit d'elles qu'elles sont terroristes, des radicales alors qu'elles défendent seulement la terre et leur santé. »

- Bénévole à la conférence

MILITARISATION

Les femmes ont témoigné de leurs expériences de répression violente de la part des gardiens de sécurité, des policiers et des paramilitaires. Il arrive que les compagnies extractives travaillent de concert avec le gouvernement. Dans certains pays, des stations de police ou de militaires sont installées près de sites miniers pour protéger les activités de l'entreprise. Lors de manifestations ou de blocus, les défenseur.e.s de l'environnement risquent l'arrestation, la violence physique ou la mort de la part de la police ou l'armée, envoyée par le gouvernement. Presque toutes les participantes de l'Amérique latine ont connu des défenseur.e.s qui ont été assassiné.e.s. Les industries d'énergies dites « propres » et « vertes » se servent aussi de militaires pour réprimer les communautés qui défendent leur terre.

Au Guatemala comme en Colombie, les gouvernements souhaitent se présenter sous un angle positif par des processus de paix et de réconciliation qu'ils ont signés. En réalité, il se cache une vérité beaucoup plus inquiétante : une participante du Guatemala a expliqué qu'il y a encore beaucoup de pauvreté et de génocides des populations autochtones dans son pays, que l'accord de paix n'est pas respecté.¹²⁵

Un aspect très important à souligner est que les femmes qui étaient présentes à la rencontre internationale résistent de façon pacifique. Elles utilisent leur voix, leurs connaissances et

leur corps comme moyens de s'opposer au saccage de leur milieu de vie. C'est ensuite elles qui sont pointées du doigt, criminalisées, identifiées comme « terroristes » pendant que les entreprises, les policiers, les militaires et les gouvernements poursuivent leurs activités qui détruisent l'environnement et violent les droits humains.

« Ce type d'agression démontre que le gouvernement a peur de nous, car nous avons la vérité. »
- Femmes des Philippines



Photo : FAQNW

LA PLACE DES FEMMES DANS LA RÉSISTANCE

Pendant la rencontre, beaucoup de femmes ont expliqué que leurs communautés et la culture dominante sont régies de façon patriarcale, ce qui ne leur permet pas de s'exprimer ou d'agir librement, ni de faire partie du processus décisionnel sur les enjeux qui les concernent.

Ce n'est pas le cas pour toutes les femmes. Plusieurs participantes ont souligné qu'elles sont respectées dans leur milieu et que l'on valorise leur rôle dans la lutte face à l'extractivisme. D'autres femmes ont parlé du fait que même si elles n'ont pas beaucoup de pouvoir décisionnel ou social dans leurs communautés respectives, leur mobilisation contre les projets extractifs a prouvé aux hommes qu'elles avaient du leadership.

« Nous devons agir parce que personne ne va le faire à notre place. »
- Femme du Canada

Les femmes autochtones du Canada ont soulevé qu'elles sont souvent marginalisées du pouvoir politique et que c'est un défi pour elle de prendre la parole sur les enjeux qui les concernent. Le système en place les exclut systématiquement et elles vivent une double marginalisation, celles d'être autochtone et femme. Ce qui fait échos aux propos de plusieurs autres femmes autochtones présentes en provenance d'autres pays.

Certaines participantes ont exprimé le souhait que les gouvernements laissent les communautés autochtones définir elles-mêmes leur modèle de développement : un développement qui incorporerait des notions de respect et de bien-être des humains et de l'environnement, et qui n'évacue pas la notion de spiritualité.

« Nous vivons des luttes semblables et nous pouvons partager cette solidarité. La moitié du ciel appartient aux femmes, alors que peut-on faire à part se battre pour un monde meilleur? »
-Participante des Philippines

ET LE CANADA DANS TOUT ÇA?

Les impacts de la Loi sur les Indiens, les écoles résidentielles et le « 60's scoop (rafle des années soixante) » sont des événements qui ont entraîné de grandes séquelles au sein des communautés que vivent encore les jeunes générations d'autochtones du Canada. Par exemple, une femme du Québec a constaté que dans sa communauté, les jeunes ne possèdent plus les valeurs de leurs ancêtres, ni de base identitaire et culturels solides. Il y a d'importantes problématiques sociales importantes, telles qu'un taux de suicide énorme, résultat de traumatismes intergénérationnels.¹²⁶

Les femmes autochtones du Canada ont exprimé leur mécontentement face au gouvernement. Celui-ci affirme travailler de concert avec les peuples autochtones vers la réconciliation, en même temps qu'il continue de les déposséder de leur territoire en leur imposant des projets. Les projets extractifs ne sont pas nouveaux pour les autochtones du Canada; une participante du Québec explique que sa nation n'a pu préserver son mode de vie traditionnelle dû à la déforestation du territoire durant les années 1940. De plus, à cette époque, si une personne de la communauté désirait un emploi dans une compagnie, elle devait renoncer à son statut d'Indien.

Beaucoup de participantes ont été surprises d'apprendre que les communautés et femmes autochtones du Canada vivaient dans de telles conditions. Par ailleurs, les femmes autochtones du Canada étaient rebutées d'entendre les témoignages des impacts des compagnies minières canadiennes sur les femmes autochtones de la Turquie, la Papouasie-Nouvelle-Guinée et plusieurs pays de l'Amérique latine.¹²⁷

« Beaucoup de personnes croient que le Canada est un pays démocratique qui respecte les droits humains, mais graduellement, la vérité révèle un côté caché qui est hideux... Le gouvernement a dit qu'il était dans un processus de réconciliation, mais en même temps, il vole des terres autochtones et impose des oléoducs et des mines dans les communautés. »
- Femme du Canada

À la suite de la rencontre, un groupe de femmes de divers organismes impliqués dans l'organisation de l'événement est allé présenter un plaidoyer à Ottawa où les préoccupations et enjeux des participantes étaient partagés avec les élus (voir Annexe 2). L'élaboration de demandes claires pour les décideurs canadiens a donc été construite avec les femmes affectées par les entreprises minières canadiennes, qui réclament :

- que les entreprises soient obligées d'adopter une approche qui « assure le respect, la protection, et la réalisation des droits humains, incluant les droits des femmes et les droits des peuples autochtones »;
- l'intégration de la dimension du genre, du processus consultatif à l'analyse des impacts;
- que les populations affectées par un projet extractif « déterminent si et comment les projets avanceront »;
- que l'aide financière apportée aux compagnies ne nuit pas à la politique d'aide internationale féministe;
- de s'assurer que les compagnies minières canadiennes rendent des comptes quand elles commettent des violations des droits humains;
- la création d'un dialogue entre les décideurs et les défenseur.e.s du territoire;
- que les politicien.ne.s ou fonctionnaires « rencontrent les organisations, incluant des organismes de femmes, qui s'opposent à ces projets ». ¹²⁸

« Nos enfants ne possèdent pas de base solide sur leur identité, leur histoire, leurs origines. L'argent ne va jamais remplacer la crise existentielle de nos enfants. »

- Femme du Canada

MÉTHODES DE RÉSISTANCE

« Quand nous faisons de la sensibilisation, on commence toujours avec les organismes de femmes, avec les femmes élues. Nous utilisons aussi des cartographies comme outils, pour que ça soit plus visuel. Nous avons collaboré avec des ingénieurs géospatiaux qui nous ont aidés à créer des cartes que nous présentons dans des cafés, des mosquées, des écoles de confessions musulmanes, et c'est comme ça que nous nous mobilisons. »

- Femme de la Turquie

Voici une liste non exhaustive de différentes méthodes de résistance mentionnée par les participantes lors de la rencontre internationale :

- la non-violence;
- l'inclusion des enfants et des aînés dans la mobilisation;
- la solidarité avec les autres peuples autochtones dans le pays et à l'international;
- le partenariat et la collaboration avec des chercheur.e.s et milieux scientifiques pour mesurer les impacts d'un projet;
- l'éducation populaire pour sensibiliser la communauté (documentation accessible, forum, etc.);
- l'amélioration de l'accès à l'éducation du pays (ex. alphabétisation, les études universitaires);
- l'offre de formations communautaires en journalisme;
- l'augmentation de positions de pouvoir au niveau politique;
- la mobilisation avec les allié.e.s et les allochtones (activistes, environnementalistes, entreprises locales, etc.);
- les partenariats avec des ONG qui peuvent donner une voix aux femmes à l'échelle internationale;
- l'art.

« Plusieurs d'entre nous sommes victimes de violences, mais nous avons besoin de prendre la parole par rapport aux violations que nous avons subies, nous devons aller au-delà de notre expérience de victimisation, et nous battre pour nos droits. Quand les victimes parlent, c'est très puissant, et elles deviennent des bonnes porte-parole pour leurs droits. »

- Femme des Philippines

SOLIDARITÉ ENTRE LES FEMMES

« Parfois, on ne reconnaît pas ce qu'on fait jusqu'au moment où on le voit se refléter chez les autres. »

-Femme du Canada

Malgré les différences géographiques, historiques, culturelles et politiques, les femmes qui luttent face à l'extractivisme sont confrontées à des enjeux

similaires. La rencontre internationale « Femmes en résistance face à l'extractivisme » a pu offrir un espace de guérison où l'écoute, la sécurité culturelle et l'ouverture étaient mises en place pour permettre aux femmes de parler librement.

La rencontre a donné l'occasion à ces femmes de tisser des liens, ainsi que de créer des alliances et des réseaux de solidarité et de soutien. Ces femmes, qui se sentent parfois impuissantes et seules dans leur lutte, ont pu sortir de cette rencontre avec des sentiments d'unité et d'espoir, tout en ayant fait le plein d'énergie et de force pour retourner à leur combat.

« Il faut être capable de voir le côté positif : cette rencontre est une preuve que l'exploitation génère de la résistance et de la solidarité. »

- Source inconnue

CONCLUSION

« Nos problèmes sont similaires, nos solutions aussi. »
- Femme de la Turquie

Bien que l'un des objectifs principaux de ce rapport était de faire une analyse des enjeux abordés lors de la rencontre internationale « Femmes en résistance face à l'extractivisme », il semblait pertinent d'intégrer une section sur les notions entourant l'extractivisme. C'est pour cette raison qu'une section a été élaborée pour inclure une synthèse de la documentation existante qui aborde les enjeux de l'extractivisme et des liens à faire avec les droits des femmes et des communautés autochtones. Ce rapport présente l'analyse des enjeux qui ont émergé durant la rencontre internationale, ce qui a mené à l'identification de plusieurs thématiques. Cela nous a permis de faire des liens entre la documentation des enjeux dans la littérature et les expériences des participantes.

En rassemblant dans ce rapport ces deux éléments, l'objectif est de contribuer à la recherche et à la documentation, en français, sur les enjeux reliés à l'extractivisme.

Nous espérons pouvoir mieux sensibiliser les citoyen.ne.s du Canada et de l'international aux enjeux et impacts qu'ont l'industrie extractive sur les femmes d'ici et d'ailleurs. Nous souhaitons mettre en lumière les similarités de leur résistance et les expériences qu'elles partagent pour qu'il y ait des changements structurels qui intègrent la dimension du genre ainsi que le droit à l'autodétermination des peuples autochtones du monde entier.



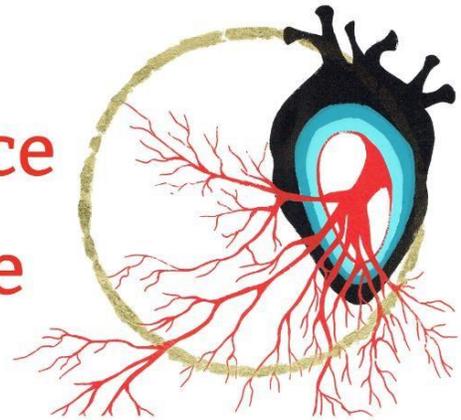
Photo : FAQNW

« We are survivors. We are the front line (Nous sommes des survivantes. Nous sommes la ligne de front) . »
- Femme de l'Afrique du Sud

ANNEXE 1 : DÉCLARATION

FEMMES AUTOCHTONES DU MONDE

Femmes en résistance face à l'extractivisme



Énoncé

Dans le cadre de la Rencontre internationale « Femmes en résistance face à l'extractivisme », 40 femmes autochtones, de différentes régions à travers le monde, se sont rencontrées dans le but de reconnaître le travail de chacune et de réaffirmer nos luttes à la défense de la vie et du territoire.

Au courant de ce rassemblement, nous avons partagé nos expériences, nos réflexions et nos savoirs. Nous affirmons clairement que nous sommes conscientes que la Terre Mère n'a pas de frontières, ce qui nous motive à nous unir dans nos luttes et notre résistance face à l'extractivisme.

Nous déclarons fermement que nous continuerons d'exercer notre intendance sur les terres, et notre droit de gouverner nos corps, nos territoires, notre souveraineté, notre façon de vivre, nos méthodes de subsistance et notre héritage culturel. Nous déclarons que nous sommes les Protectrices de la Terre Mère et les porteuses d'eau sacrée. Nous avons treize principes :

1. Croyances - Nous déclarons notre droit de pratiquer notre spiritualité en totale liberté.
2. Juridique - Nous déclarons appartenir à la Terre Mère et nous devons respecter ses lois naturelles. La Déclaration des Nations Unies sur les Droits des Peuples Autochtones (DNUDPA) doit être mise en œuvre universellement en conjonction avec la Conférence mondiale des peuples sur les changements climatiques et les droits de la Terre Mère.
3. Vision - Nous déclarons le droit pour les futures générations de vivre en harmonie avec notre Mère Terre, de la même manière sacrée et respectueuse que nos ancêtres.
4. Paix - Nous déclarons que la paix doit être restaurée pour tous les peuples et dans notre relation avec la Terre Mère.

5. Destin - Nous déclarons que nous devons entrer dans un processus de guérison avec la Terre Mère et devons prendre des décisions conscientes et honorables pour les sept générations à venir.
6. Liberté - Nous déclarons le droit d'être nourries par la Terre Mère, libres de la peur et de l'oppression.
7. Souveraineté - Nous déclarons la reconnaissance de la légitimité de notre souveraineté sur les systèmes de gouvernance colonialistes.
8. Éducation - Nous déclarons que nos langues, nos enseignements et nos pratiques ancestrales de subsistance, de collecte, et de cueillette, ainsi que nos traditions agricoles sont des connaissances sacrées pour nos peuples.
9. Politiques - Nous déclarons que la Terre Mère n'appartient pas aux gouvernements, aux compagnies ou à quelconques entités qui désirent l'exploiter.
10. Responsabilité - Nous déclarons que nous sommes les gardiennes de la terre et qu'il est de notre devoir de la protéger.
11. Bien-être - Nous déclarons le droit de protéger le bien-être de la Terre Mère de l'abus et de lui permettre de restaurer son équilibre.
12. Terre Mère - Nous déclarons que la Terre Mère est un être vivant avec les mêmes droits inhérents à tous les êtres vivants.
13. Humanité - Nous déclarons, en tant que donneuses de vie, que nous défendons la justice sociale et dénonçons toutes activités qui contribuent à la pauvreté, aux génocides et à la destruction de nos peuples socialement, politiquement, économiquement, culturellement et spirituellement.

Avec la contribution de toutes les participantes à la Rencontre internationale « Femmes en résistance face à l'extractivisme » provenant de 13 pays à travers le monde : Afrique du Sud, Bolivie, Brésil, Cambodge, Canada, Colombie, Équateur, Guatemala, Mexique, Papouasie Nouvelle-Guinée, Philippines, Pérou et Turquie.

Le 29 avril 2018.

ANNEXE 2 : FICHE DE RECOMMANDATIONS

Femmes en résistance face à l'extractivisme



Du 27 au 29 avril 2018, une quarantaine de femmes, dont une majorité de femmes autochtones, affectées par l'extractivisme qui proviennent d'une quinzaine de pays se sont rencontrées à Montréal dans le cadre de la Rencontre internationale « Femmes en résistance face à l'extractivisme ». Durant trois jours, elles ont échangé sur leurs vécus et leurs stratégies de résilience et de résistance, et ont dénoncé les menaces qu'elles affrontent. L'exploitation minière et les mégaprojets d'extraction des ressources ont des conséquences désastreuses et dévastatrices pour les communautés à travers le monde, et les femmes en sont particulièrement affectées.

Dans plusieurs régions, les projets extractifs d'entreprises canadiennes sont à l'origine de conflits et de violations des droits humains. Dans le cadre de la rencontre internationale, les participantes ont identifié une série d'impacts que ces projets ont eu sur leurs communautés, dont les affrontements violents entre les citoyens des communautés et les opérateurs miniers, la contamination de l'eau, la pollution et la destruction de l'environnement, la répression et la criminalisation des mouvements sociaux et des leaders communautaires et la militarisation des régions où des entreprises sont présentes.

Les femmes ont parlé des conséquences particulièrement graves que les projets extractifs ont sur leurs vies. Elles défendent avec leur corps leurs territoires. Elles dénoncent vivement **les abus des droits des femmes** ainsi que **la violence sexuelle envers les femmes et les enfants**, le fait que **la destruction environnementale les empêche d'être autonomes et de subvenir aux besoins alimentaires de leurs familles, les déplacements forcés** qui les éloignent des ressources alimentaires et en eau, **les attaques dirigées contre leurs familles, le manque d'espaces décisionnels ouverts aux femmes, l'isolement des femmes qui défendent les territoires, la destruction des savoirs ancestraux des peuples autochtones et le non-respect des droits des peuples autochtones.**

À la suite de cette rencontre, les femmes ont identifié des demandes claires pour les décideurs canadiens :

- Que le Canada adopte une approche en matière de conduite responsable des entreprises à l'étranger qui assure le respect, la protection, et la réalisation des droits humains, incluant les droits des femmes et les droits des peuples autochtones. Le nouvel ombudsman est un pas en avant, mais il ne réglera pas tous les dommages causés par les minières canadiennes.

- Que l'ombudperson adopte une approche basée sur une analyse de genre pour assurer que les réalités vécues par les femmes sont reconnues;
- Que l'ombudperson adopte une approche basée sur une analyse de genre pour assurer que les réalités vécues par les femmes sont reconnues;
- Que le Canada adopte un cadre légal pour s'assurer que les femmes participent au processus de consultation et de consentement avant que les projets extractifs commencent, et que les populations affectées par ces projets soient celles qui déterminent si et comment les projets avanceront;
- Que le Canada s'assure que ses politiques et ses pratiques de financement des compagnies minières ne nuisent pas aux bénéfices acquis dans le cadre de sa politique d'aide internationale féministe;
- Que le Canada adopte des politiques pour assurer une reddition de compte des compagnies minières canadiennes, de leurs filiales et de leurs partenaires à l'étranger pour les violations des droits environnementaux qu'elles commettent;
- Qu'un dialogue transparent soit établi entre les décideurs et les organisations ou communautés qui luttent pour la protection des territoires affectés par l'extractivisme;
- Que les parlementaires, fonctionnaires ou diplomates qui se rendent dans les pays où des entreprises minières canadiennes sont présentes rencontrent les organisations, incluant des organismes de femmes, qui s'opposent à ces projets.



Femmes en résistance face à l'extractivisme



**COMMUNIQUÉ DE PRESSE
POUR DIFFUSION IMMÉDIATE**

Montréal, 30 avril 2018 – Du 27 au 29 avril 2018, une quarantaine de femmes autochtones, paysannes et défenseuses des droits humains et des territoires se sont réunies à Montréal dans le cadre de la Rencontre internationale « Femmes en résistance face à l'extractivisme ». Durant trois jours, ces femmes provenant de plusieurs régions du Canada et d'une quinzaine de pays d'Amérique latine, d'Afrique et d'Asie ont échangé sur leurs expériences et leurs stratégies de résistance, et dénoncé les menaces qu'elles affrontent.

À travers le monde, les femmes sont à l'avant-plan des luttes pour la défense de la vie, de l'environnement, de l'eau et pour la défense de leurs cultures et territoires ancestraux. Alors que les projets extractifs ont des conséquences dévastatrices pour les milieux de vie partout dans le monde, affectant particulièrement les femmes, celles-ci jouent un rôle fondamental dans la mobilisation et la résistance.

Constats de la rencontre

Les participantes ont rapporté comment l'industrie extractive contamine et fait disparaître des sources d'eau essentielles dans leur région. Face à la perte de cette ressource vitale, les femmes sentent qu'elles perdent leur autonomie. La souveraineté alimentaire, pour sa part, devient toujours plus difficile à atteindre lorsqu'un mégaprojet minier ou hydroélectrique s'installe à proximité. Souvent, l'installation d'une entreprise minière empêche les communautés de pratiquer l'agriculture. Les femmes se retrouvent privées de leurs moyens de subsistance et des ressources financières nécessaires à leur autonomie.

De nombreuses femmes ont été criminalisées pour avoir tenté de protéger leur territoire et de continuer à travailler la terre. Lorsqu'elles défendent leurs terres, elles sont victimes de répression et privées de leurs droits fondamentaux. Bien souvent, elles héritent d'un dossier criminel et sont la cible de nombreux préjugés. Elles sont accusées de s'opposer au "progrès" et au "développement". Dans plusieurs régions du monde, on les accuse même de terrorisme en vertu de lois antiterroristes qui se révèlent être des moyens efficaces de réprimer la mobilisation sociale.

L'exploitation des ressources par le secteur extractif est un enjeu politique, mais les femmes en résistance doivent souvent lutter pour être perçues comme des sujets politiques. Elles tendent à être exclues des espaces de prise de décision et de négociation. La formation politique, le

renforcement de l'auto-organisation des femmes et la participation au débat public sont ainsi au cœur de leurs actions pour mieux défendre leurs territoires.

Les participantes ont également souligné les conséquences sociales des projets extractifs, dont l'augmentation des violences sexuelles. L'installation d'entreprises minières cause en effet une transformation des communautés affectées. L'arrivée de travailleurs, principalement des hommes, dans les régions minières a comme conséquence l'augmentation de la consommation d'alcool et de la prostitution. Dans un climat de conflit, plusieurs femmes ont été victimes de viols commis par des agents de sécurité des mines. Leur corps est souvent le premier territoire à défendre. L'accès à la justice est difficile, voire impossible, malgré la gravité de ces crimes.

Les femmes sont ainsi affectées physiquement et spirituellement par les actions des entreprises minières visant à briser la résistance et diviser les communautés. Comme premières protectrices de la terre, elles ressentent beaucoup de culpabilité et d'indignation lorsque les territoires sont affectés par l'industrie extractive. "Il n'y a pas de justice ou de réparation possible lorsque les dommages sont irréversibles. Lorsqu'il n'y a plus d'arbres, plus d'eau ni de femmes libres, il n'y a plus de vie. Nous, les peuples autochtones, ne voulons pas de minières. Nous ne voulons pas de ce genre de développement."

– Norma Sancir, Maya q'aqchiq'el, journaliste communautaire pour la défense des peuples autochtones au Guatemala et participante à la rencontre internationale

Tisser des solidarités

Bien que les participantes viennent de partout dans le monde, des résonances très fortes ressortent de leurs témoignages et de leurs expériences de résistance. Partout, les femmes qui luttent contre l'extractivisme sont confrontées aux mêmes enjeux. Cet espace d'échange a ainsi permis aux participantes de rassembler leurs forces et de renouveler leurs énergies en s'inspirant des femmes qui luttent dans différentes régions du monde.

Un constat de la rencontre est la similitude entre l'impact des nombreuses minières canadiennes sur les populations autochtones à l'étranger, et les oppressions que vivent les Premières Nations au Canada. Les participantes ont mis en lumière l'impact de cette double oppression, et une forte solidarité s'est créée entre les femmes autochtones du Canada et d'ailleurs.

Des rencontres comme celle-ci sont aussi des espaces de guérison. Les femmes ont pu prendre soin d'elles et s'exprimer librement dans un lieu où primait l'ouverture d'esprit et l'écoute. Ayant souvent le sentiment d'être isolées et impuissantes, elles ont pu créer de nouvelles alliances et renforcer leurs actions conjointes.

"Trop souvent les femmes ont été gardées dans le silence. Les femmes gardiennes de la culture, les femmes autochtones à travers le monde, vivent une tragédie. [...] Elles ont un rôle majeur dans leur communauté, dans leur famille et auprès de leur société. Elles sont au cœur de leur communauté, elles sont porteuses de la vie comme la Terre-Mère."

– Adrienne Jérôme, Anishnabe, Lac Simon, membre des femmes élues de l'Assemblée des Premières Nations Québec-Labrador (APNQL) et participante à la Rencontre internationale.

Source : Julia Couture-Glassco, Responsable des communications; communication@faq-qnw.org Tel. : 450-632-0088 ex. 232

RÉFÉRENCES

¹ Indigenous Directions Leadership Group (16 février 2017). *Reconnaissance territoriale*. Repéré à <https://www.concordia.ca/about/indigenous/reconnaissance-territoriale.html>

² Aqua-portail (s.d.). *Définition de l'agriculture de subsistance*. Repéré à <https://www.aquaportail.com/definition-5726-agriculture-de-subsistance.html>

³ Conseil principal de la forêt boréale, 2012; Women's Earth Alliance and Native Youth Sexual Health Network , p. 62

⁴ Global Witness (2017). *Global killings of land and environmental defenders in 2016*. London : United Kingdom. Repéré à file:///C:/Users/Client/Downloads/Defenders_of_the_earth_report.pdf (p. 10)

⁵ Commission européenne (2004). *Le guide EQUAL de l'intégration de la dimension de genre*. Repéré à http://ec.europa.eu/employment_social/equal_consolidated/data/document/gendermain_fr.pdf (p. 10).

⁶ *Ibid.*

⁷ Gouvernement du Québec (2007). *Politique gouvernementale pour l'égalité entre les femmes et les hommes 2007-2017*. Repéré à http://www.scf.gouv.qc.ca/fileadmin/publications/politique_fr.pdf (p. 27)

⁸ Hébert, G. et Tremblay-Pépin, S. (12 février 2013). *Qu'est-ce que l'extractivisme?* Institut de recherche et d'informations socioéconomiques. Repéré à <https://iris-recherche.qc.ca/blogue/quest-ce-que-lextractivisme>

WoMin. (2013). *Women, gender and extractivism in Africa*. Repéré à <https://womin.org.za/images/papers/Full-collection-Women-gender-and-extractivism-in-Africa.pdf> (p. 6)

Acosta, A. (2013). *Extractivism and neoextractivism : two sides of the same curse*. Repéré à https://www.tni.org/files/download/beyonddevelopment_extractivism.pdf (p. 62)

⁹ La Libre (8 mars 2017). *"Machisme", "sexisme", "misogynie": En cette journée pour les droits des femmes, un glossaire pour s'y retrouver*. Repéré à <http://www.lalibre.be/lifestyle/magazine/machisme-sexisme-misogynie-en-cette-journee-pour-les-droits-des-femmes-un-glossaire-pour-s-y-retrouver-56dda3ba35708ea2d359c85a>

¹⁰ « Machisme » (s.d.) Larousse. Repéré à <https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/machisme/48342>

La Libre (8 mars 2017). *"Machisme", "sexisme", "misogynie": En cette journée pour les droits des femmes, un glossaire pour s'y retrouver*. Repéré à <http://www.lalibre.be/lifestyle/magazine/machisme-sexisme-misogynie-en-cette-journee-pour-les-droits-des-femmes-un-glossaire-pour-s-y-retrouver-56dda3ba35708ea2d359c85a>

¹¹ La Libre (8 mars 2017). *"Machisme", "sexisme", "misogynie": En cette journée pour les droits des femmes, un glossaire pour s'y retrouver*. Repéré à <http://www.lalibre.be/lifestyle/magazine/machisme-sexisme-misogynie-en-cette-journee-pour-les-droits-des-femmes-un-glossaire-pour-s-y-retrouver-56dda3ba35708ea2d359c85a>

¹² « Néocolonialisme » (s.d.). Larousse. Repéré à <https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/n%C3%A9ocolonialisme/54151>.

¹³ « Neocolonialism » (s.d.). Encyclopedia Britannica. Repéré à <https://www.britannica.com/topic/neocolonialism>

¹⁴ Le Monde (s.d.). *Nord-Sud*. Repéré à https://www.lemonde.fr/revision-du-bac/annales-bac/geographie-terminale/nord-sud_gx295.html

¹⁵ *Ibid.*

¹⁶ « Patriarcat » [Déf. 1] (s.d.) Larousse. Repéré à <https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/patriarcat/58689>

La Libre (8 mars 2017). *"Machisme", "sexisme", "misogynie": En cette journée pour les droits des femmes, un glossaire pour s'y retrouver*. Repéré à <http://www.lalibre.be/lifestyle/magazine/machisme-sexisme-misogynie-en-cette-journee-pour-les-droits-des-femmes-un-glossaire-pour-s-y-retrouver-56dda3ba35708ea2d359c85a>

-
- ¹⁷ Anaya, J. (2013). *Report by the Special Rapporteur on the rights of indigenous peoples, James Anaya*. (No. A/HRC/18/35/Add.1). New York : United Nations. Repéré à <http://daccess-dsny.un.org/doc/UNDOC/GEN/G12/150/56/PDF/G1215056.pdf?OpenElement> (p.6-7)
- ¹⁸ Nations Unies (2013). *La Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones : Un manuel à l'intention des institutions nationales des droits de l'homme*. Repéré à https://www.ohchr.org/Documents/Publications/UNDRIPManualForNHRIs_fr.pdf
- ¹⁹ Gouvernement du Canada (1998). *Plan d'action du Canada pour la sécurité alimentaire*. Repéré à http://www.agr.gc.ca/misb/fsec-seca/pdf/action_f.pdf (p. 11)
- ²⁰ Albrecht, G., Sartore, G., Connor, L., Higginbotham, N., Freeman, S., Kelly, B., Pollard, G. (2007). Solastalgia: The distress caused by environmental change. *Australasian Psychiatry*, 15(1), 98. doi : 10.1080/10398560701701288 (p. S95)
- ²¹ Réseau pour une alimentation durable (s.d.). *La souveraineté alimentaire, qu'est-ce que c'est?* Repéré à <https://foodsecurecanada.org/fr/qui-sommes-nous/la-souverainete-alimentaire-quest-ce-que-cest>
- ²² Amnesty International (2016). *Out of sight, out of mind : Gender, Indigenous rights, and energy development in Northeast British Columbia, Canada*. Repéré à <https://www.amnesty.ca/sites/amnesty/files/Out%20of%20Sight%20Out%20of%20Mind%20ES%20FINAL%20EN%20CDA.pdf> (p. 3)
- ²³ MONUSCO (s.d.). *Genre et violence*. Repéré à <https://monusco.unmissions.org/genre-et-violence>
- ²⁴ Nations Unies (1993). *Déclaration sur l'élimination de la violence à l'égard des femmes*. Repéré à <https://www.ohchr.org/fr/professionalinterest/pages/violenceagainstwomen.aspx>
- ²⁵ Déclaration (29 avril 2018). *Femmes en résistance face à l'extractivisme*. Repéré à <https://www.faq-qnw.org/wp-content/uploads/2018/06/FAM-De%CC%81claration-FINALE.pdf>
- ²⁶ Femmes Autochtones du Québec, Comité pour les droits humains en Amérique Latine et Projet Accompagnement Québec-Guatemala (30 avril 2018). *Communiqué de presse*. Repéré à <http://www.cdhal.org/communiqué-de-la-rencontre-internationale-femmes-en-resistance-face-a-lextractivisme/>
- ²⁷ *Ibid.*
- ²⁸ *Ibid.*
- ²⁹ Women's Earth Alliance and Native Youth Sexual Health Network (2016). *Violence on the land, violence on our bodies : Building an Indigenous response to environmental violence*. Repéré à <http://landbodydefense.org/uploads/files/VLVBReportToolkit2016.pdf>
- Hébert, G. et Tremblay-Pépin, S. (12 février 2013). *Qu'est-ce que l'extractivisme?* Institut de recherche et d'informations socioéconomiques. Repéré à <https://iris-recherche.qc.ca/blogue/quest-ce-que-lextractivisme>
- ³⁰ WoMin. (2013). *Women, gender and extractivism in Africa*. Repéré à <https://womin.org.za/images/papers/Full-collection-Women-gender-and-extractivism-in-Africa.pdf> (p. 6)
- Acosta, A. (2013). *Extractivism and neoextractivism : two sides of the same curse*. Repéré à https://www.tni.org/files/download/beyonddevelopment_extractivism.pdf (p. 62)
- ³¹ WoMin. (2013). *Women, gender and extractivism in Africa*. Repéré à <https://womin.org.za/images/papers/Full-collection-Women-gender-and-extractivism-in-Africa.pdf> (p. 6)
- Courtemanche, S. (2016). *Extractivisme au Québec : le cas de l'extraction des hydrocarbures*. Montréal : Québec. Repéré à <https://archipel.uqam.ca/9004/1/M14567.pdf> (p. 24)
- ³² Riofrancos, T. (2017). Extractivismo unearthed: A genealogy of a radical discourse. *Cultural Studies*, 31(2-3) doi:10.1080/09502386.2017.1303429 (p. 4)

Hébert, G. et Tremblay-Pépin, S. (12 février 2013). *Qu'est-ce que l'extractivisme?* Institut de recherche et d'informations socioéconomiques. Repéré à <https://iris-recherche.qc.ca/blogue/quest-ce-que-l'extractivisme>

³³ Riofrancos, T. (2017). Extractivismo unearthed: A genealogy of a radical discourse. *Cultural Studies*, 31(2-3) doi:10.1080/09502386.2017.1303429 (p. 2)

³⁴ Courtemanche, S. (2016). *Extractivisme au Québec : le cas de l'extraction des hydrocarbures*. Montréal : Québec. Repéré à <https://archipel.uqam.ca/9004/1/M14567.pdf> (p. 23)

³⁵ Preston, J. (2017). Racial extractivism and white settler colonialism : An examination of the Canadian Tar Sands mega-projects. *Cultural Studies*, 31, 353-375.

³⁶ Hill, C., Madden, C., Ezpeleta, M. (Mai 2016). *Gender and the extractive industries : Putting gender on the corporate agenda*. Oxfam. Repéré à https://www.oxfam.org.au/wp-content/uploads/2016/05/2016-PA-004-Mining-and-Gender-report_FA_web.pdf

Carmen and Waghayi (2012). *Indigenous Women and Environmental Violence*. Repéré à http://www.un.org/esa/socdev/unpfii/documents/EGM12_carmen_waghayi.pdf

Brake, J. (19 juillet 2018). *Tiny House Warriors establish new village to resist pipeline, assert Secwepemc sovereignty*. APTN National News. Repéré à <http://aptnnews.ca/2018/07/19/tiny-house-warriors-establish-new-village-to-resist-pipeline-assert-secwepemc-sovereignty/>

Kuokkanen, R. (2008). Globalization as racialized, sexualized violence : The case of Indigenous women. *International Feminist Journal of Politics*, 10(2), 216-233.

³⁷ UN Women, Eastern and Southern Africa Regional Office (2014). *Gender equality in the extractive industries in Africa*. Repéré à http://www.hsrc.ac.za/uploads/pageContent/6090/UN%20Women%20Policy%20Brief_Gender%20Equality%20in%20Extractive%20Industries_14%20July%202014.pdf

Oxfam (2017). *Position paper on gender justice and the extractive industries*. Repéré à https://www.oxfamamerica.org/static/media/files/EI_and_GJ_position_paper_v.15_FINAL_03202017_green_Kenny.pdf (p. 4)

³⁸ Oxfam (2017). *Position paper on gender justice and the extractive industries*. Repéré à https://www.oxfamamerica.org/static/media/files/EI_and_GJ_position_paper_v.15_FINAL_03202017_green_Kenny.pdf (p. 1)

³⁹ *Ibid.* (p. 4)

⁴⁰ *Ibid.* (p. 4)

⁴¹ *Ibid.* (p.4)

⁴² Trocaire (2016). *Economies of dispossession : women from Honduras and Guatemala in the global scramble for land*. Maynooth : Co. Kildare. Repéré à <https://www.trocaire.org/sites/default/files/resources/policy/economies-of-dispossession-march-2016.pdf> (p. 4)

Kuokkanen, R. (2008). Globalization as racialized, sexualized violence : The case of Indigenous women. *International Feminist Journal of Politics*, 10(2) (p. 217)

⁴³ Anaya, J. (2013). *Report by the Special Rapporteur on the rights of indigenous peoples, James Anaya*. (No. A/HRC/18/35/Add.1). New York : United Nations. Repéré à <http://daccess-ddsny.un.org/doc/UNDOC/GEN/G12/150/56/PDF/G1215056.pdf?OpenElement>

Kuokkanen, R. (2008). Globalization as racialized, sexualized violence : The case of Indigenous women. *International Feminist Journal of Politics*, 10(2) (p. 217)

Women's Earth Alliance and Native Youth Sexual Health Network (2016). *Violence on the land, violence on our bodies : Building an Indigenous response to environmental violence*. Repéré à

<http://landbodydefense.org/uploads/files/VLVBReportToolkit2016.pdf> (p. 20)

The Guardian (12 juin 2018). *The Defenders*. Repéré à <https://www.theguardian.com/environment/ng-interactive/2018/feb/27/the-defenders-recording-the-deaths-of-environmental-defenders-around-the-world>

⁴⁴ Anaya, J. (2013). *Report by the Special Rapporteur on the rights of indigenous peoples, James Anaya*. (No. A/HRC/18/35/Add.1). New York : United Nations. Repéré à <http://daccess-ddsny.un.org/doc/UNDOC/GEN/G12/150/56/PDF/G1215056.pdf?OpenElement>

⁴⁵ Trocaire (2016). *Economies of dispossession : women from Honduras and Guatemala in the global scramble for land*. Maynooth : Co. Kildare. Repéré à <https://www.trocaire.org/sites/default/files/resources/policy/economies-of-dispossession-march-2016.pdf> (p. 4)

⁴⁶ Women's Earth Alliance and Native Youth Sexual Health Network (2016). *Violence on the land, violence on our bodies : Building an Indigenous response to environmental violence*. Repéré à <http://landbodydefense.org/uploads/files/VLVBReportToolkit2016.pdf> (p.11)

⁴⁷ *Ibid.* (p.11)

⁴⁸ *Ibid.* (p. 12)

⁴⁹ Gies, H. (7 mars 2015). *Facing violence, resistance is survival for Indigenous women*. teleSUR. Repéré de <http://www.telesurtv.net/english/analysis/Facing-Violence-Resistance-Is-Survival-for-Indigenous-Women-20150307-0018.html>

⁵⁰ Carmen and Waghiyi (2012). *Indigenous Women and Environmental Violence*. Repéré à http://www.un.org/esa/socdev/unpfii/documents/EGM12_carmen_waghiyi.pdf

Women's Earth Alliance and Native Youth Sexual Health Network (2016). *Violence on the land, violence on our bodies : Building an Indigenous response to environmental violence*. Repéré à <http://landbodydefense.org/uploads/files/VLVBReportToolkit2016.pdf> (p. 13)

Global Witness (2017). *Global killings of land and environmental defenders in 2016*. London : United Kingdom. Repéré à file:///C:/Users/Client/Downloads/Defenders_of_the_earth_report.pdf

⁵¹ Women's Earth Alliance and Native Youth Sexual Health Network (2016). *Violence on the land, violence on our bodies : Building an Indigenous response to environmental violence*. Repéré à <http://landbodydefense.org/uploads/files/VLVBReportToolkit2016.pdf> (p. 8)

Oxfam (2017). *Position paper on gender justice and the extractive industries*. Repéré à https://www.oxfamamerica.org/static/media/files/EI_and_GJ_position_paper_v.15_FINAL_03202017_green_Kenny.pdf (p. 4)

⁵² Women's Earth Alliance and Native Youth Sexual Health Network (2016). *Violence on the land, violence on our bodies : Building an Indigenous response to environmental violence*. Repéré à <http://landbodydefense.org/uploads/files/VLVBReportToolkit2016.pdf> (p. 8)

⁵³ *Ibid.*

The Declaration for Health, Life, and Defense of our Lands, Rights, and Future Generations (2010). *International Indigenous women's environmental and reproductive health symposium*. Repéré à <http://www.nativeyouthsexualhealth.com/july12010.pdf> (p. 3-4)

⁵⁴ Global Witness (2017). *Global killings of land and environmental defenders in 2016*. London : United Kingdom. Repéré à file:///C:/Users/Client/Downloads/Defenders_of_the_earth_report.pdf (p. 21)

⁵⁵ Women's Earth Alliance and Native Youth Sexual Health Network (2016). *Violence on the land, violence on our bodies : Building an Indigenous response to environmental violence*. Repéré à <http://landbodydefense.org/uploads/files/VLVBReportToolkit2016.pdf> (p. 38)

⁵⁶ *Ibid.* (p. 42-43)

⁵⁷ *Ibid.*

⁵⁸ Women's Earth Alliance and Native Youth Sexual Health Network (2016). *Violence on the land, violence on our bodies : Building an Indigenous response to environmental violence*. Repéré à <http://landbodydefense.org/uploads/files/VLVBReportToolkit2016.pdf>

⁵⁹ voir la définition de « *Land Trauma* » dans Women's Earth Alliance and Native Youth Sexual Health Network (2016). *Violence on the land, violence on our bodies : Building an Indigenous response to environmental violence*. Repéré à <http://landbodydefense.org/uploads/files/VLVBReportToolkit2016.pdf> (p. 63)

et

Trocaire (2016). *Economies of dispossession : women from Honduras and Guatemala in the global scramble for land*. Maynooth : Co. Kildare. Repéré à <https://www.trocaire.org/sites/default/files/resources/policy/economies-of-dispossession-march-2016.pdf> (p. 8)

⁶⁰ Albrecht, G., Sartore, G., Connor, L., Higginbotham, N., Freeman, S., Kelly, B., Pollard, G. (2007). Solastalgia: The distress caused by environmental change. *Australasian Psychiatry*, 15(1), 98. doi : 10.1080/10398560701701288 (p. S95)

⁶¹ Women's Earth Alliance and Native Youth Sexual Health Network (2016). *Violence on the land, violence on our bodies : Building an Indigenous response to environmental violence*. Repéré à <http://landbodydefense.org/uploads/files/VLVBReportToolkit2016.pdf>

Indigenous Environmental Network (s.d.). *Sables bitumineux*. Repéré à <http://www.ienearth.org/what-we-do/tar-sands/>

⁶² WoMin. (2013). *Women, gender and extractivism in Africa*. Repéré à <https://womin.org.za/images/papers/Full-collection-Women-gender-and-extractivism-in-Africa.pdf> (p.Trois-10)

⁶³ *Ibid.* (p.Trois-5)

Trocaire (2016). *Economies of dispossession : women from Honduras and Guatemala in the global scramble for land*. Maynooth : Co. Kildare. Repéré à <https://www.trocaire.org/sites/default/files/resources/policy/economies-of-dispossession-march-2016.pdf>

Oxfam (2017). *Position paper on gender justice and the extractive industries*. Repéré à https://www.oxfamamerica.org/static/media/files/EI_and_GJ_position_paper_v.15_FINAL_03202017_green_Kenny.pdf (p. 6)

⁶⁴ The Declaration for Health, Life, and Defense of our Lands, Rights, and Future Generations (2010). *International Indigenous women's environmental and reproductive health symposium*. Repéré à <http://www.nativeyouthsexualhealth.com/july12010.pdf> (p.3)

⁶⁵ *Ibid.* (p. 3)

⁶⁶ Carmen and Waghiiyi (2012). *Indigenous Women and Environmental Violence*. Repéré à http://www.un.org/esa/socdev/unpfii/documents/EGM12_carmen_waghiiyi.pdf (p. 2)

⁶⁷ *Ibid.* (p. 2)

⁶⁸ *Ibid.* (p. 2)

⁶⁹ *Ibid.* (p. 2)

⁷⁰ *Ibid.* (p. 2)

⁷¹ Women's Earth Alliance and Native Youth Sexual Health Network (2016). *Violence on the land, violence on our bodies : Building an Indigenous response to environmental violence*. Repéré à <http://landbodydefense.org/uploads/files/VLVBReportToolkit2016.pdf>

The Declaration for Health, Life, and Defense of our Lands, Rights, and Future Generations (2010). *International Indigenous women's environmental and reproductive health symposium*. Repéré à <http://www.nativeyouthsexualhealth.com/july12010.pdf> (p. 3)

⁷² Global Witness (2017). *Global killings of land and environmental defenders in 2016*. London : United Kingdom. Repéré à file:///C:/Users/Client/Downloads/Defenders_of_the_earth_report.pdf.pdf (p. 34)

⁷³ *Ibid.* (p. 10-34)

⁷⁴ *Ibid.* (p. 34)

⁷⁵ UN Special Rapporteur on Human Rights Defenders (3 août 2016), A/71/281. Repéré à https://www.protecting-defenders.org/sites/protecting-defenders.org/files/57d2a3364_0.pdf

⁷⁶ *Ibid.* (p. 10)

⁷⁷ WoMin. (2013). *Women, gender and extractivism in Africa*. Repéré à <https://womin.org.za/images/papers/Full-collection-Women-gender-and-extractivism-in-Africa.pdf> (p.8)

⁷⁸ Trocaire (2016). *Economies of dispossession : women from Honduras and Guatemala in the global scramble for land*. Maynooth : Co. Kildare. Repéré à <https://www.trocaire.org/sites/default/files/resources/policy/economies-of-dispossession-march-2016.pdf> (p. 10)

Global Witness (2017). *Global killings of land and environmental defenders in 2016*. London : United Kingdom. Repéré à file:///C:/Users/Client/Downloads/Defenders_of_the_earth_report.pdf.pdf (p. 7)

⁷⁹ Vidal, J. (13 juin 2009). 'We are fighting for our lives and our dignity.' The Guardian. Repéré à <https://www.theguardian.com/environment/2009/jun/13/forests-environment-oil-companies>

⁸⁰ *Ibid.*

⁸¹ Global Witness (2017). *Global killings of land and environmental defenders in 2016*. London : United Kingdom. Repéré à file:///C:/Users/Client/Downloads/Defenders_of_the_earth_report.pdf.pdf (p. 35-36)

⁸² Levin, S. (18 janvier 2017). *Dakota Access pipeline activists say police have used 'excessive' force*. Repéré à <https://www.theguardian.com/us-news/2017/jan/18/dakota-access-pipeline-protesters-police-used-excessive-force>

⁸³ *Ibid.*

⁸⁴ Livesey, B. (5 mai 2017). *Spies in our midst: RCMP and CSIS snoop on green activists*. The National Observer. Repéré à <http://www.nationalobserver.com/2017/05/05/news/spies-our-midst-rcmp-and-csis-snoop-green-activists>

McCarthy, S. (6 février 2014). *RCMP, intelligence agency accused of spying on pipeline opponents*. The Globe and Mail. Repéré à <http://www.theglobeandmail.com/news/british-columbia/csis-rcmp-accused-of-spying-on-pipeline-opponents/article16726444/>

⁸⁵ United Nations Development Program (2001). *Gender approaches in conflict and post-conflict situations*. Repéré à <http://www.undp.org/content/undp/en/home/librarypage/womens-empowerment/gender-approaches-in-conflict-and-post-conflict-situations-.html> (p. 12)

⁸⁶ Women's Earth Alliance and Native Youth Sexual Health Network (2016). *Violence on the land, violence on our bodies : Building an Indigenous response to environmental violence*. Repéré à <http://landbodydefense.org/uploads/files/VLVBReportToolkit2016.pdf> (p. 13)

⁸⁷ United Nations (19 June 2008). *Security Council demands immediate and complete halt to acts of sexual violence against civilians in conflict zones, unanimously adopting resolution 1820 (2008)*. Repéré à <https://www.un.org/press/en/2008/sc9364.doc.htm>

⁸⁸ WoMin. (2013). *Women, gender and extractivism in Africa*. Repéré à <https://womin.org.za/images/papers/Full-collection-Women-gender-and-extractivism-in-Africa.pdf> (p. Cinq-20)

WHO (1997). *Violence against women*. Repéré à <http://www.who.int/gender/violence/v7.pdf>.

Trocaire (2016). *Economies of dispossession : women from Honduras and Guatemala in the global scramble for land*. Maynooth : Co. Kildare. Repéré à <https://www.trocaire.org/sites/default/files/resources/policy/economies-of-dispossession-march-2016.pdf> (p. 25)

⁸⁹ The Guardian (12 juin 2018). *The Defenders*. Repéré à <https://www.theguardian.com/environment/ng-interactive/2018/feb/27/the-defenders-recording-the-deaths-of-environmental-defenders-around-the-world>

⁹⁰ Global Witness (2017). *Global killings of land and environmental defenders in 2016*. London : United Kingdom. Repéré à file:///C:/Users/Client/Downloads/Defenders_of_the_earth_report.pdf (p. 7)

⁹¹ *Ibid.*

⁹² *Ibid.* (p. 11)

⁹³ The Guardian (12 juin 2018). *The Defenders*. Repéré à <https://www.theguardian.com/environment/ng-interactive/2018/feb/27/the-defenders-recording-the-deaths-of-environmental-defenders-around-the-world>

⁹⁴ *Ibid.*

⁹⁵ Global Witness (2017). *Global killings of land and environmental defenders in 2016*. London : United Kingdom. Repéré à file:///C:/Users/Client/Downloads/Defenders_of_the_earth_report.pdf (p. 10)

⁹⁶ *Ibid.* (p. 8)

⁹⁷ Courtemanche, S. (2016). *Extractivisme au Québec : le cas de l'extraction des hydrocarbures*. Montréal : Québec. Repéré à <https://archipel.uqam.ca/9004/1/M14567.pdf>

Studnicki-Gizbert, D. (2016). Canadian mining in Latin America (1990 to present) : a provisional history. *Canadian Journal of Latin American and Caribbean Studies / Revue canadienne des études latino-américaines et caraïbes*, 41(1), pp. 95-113, DOI : 10.1080/08263663.2015.1134498

Roth, T. (2018). *Human rights and the Canadian extractive sector in Latin America: Can Canada do more to prevent abuses and improve access to justice?* Ottawa, ON. Repéré à <https://ruor.uottawa.ca/bitstream/10393/37123/1/ROTH%2C%20Tania%2020179.pdf>

⁹⁸ Chapman, J.D. (2015). *Ressources*. L'encyclopédie canadienne. Repéré à <https://www.encyclopediecanadienne.ca/fr/article/ressources-6>

⁹⁹ Amnesty International (2016). *Out of sight, out of mind : Gender, Indigenous rights, and energy development in Northeast British Columbia, Canada*. Repéré à <https://www.amnesty.ca/sites/amnesty/files/Out%20of%20Sight%20Out%20of%20Mind%20ES%20FINAL%20EN%20CDA.pdf> (p. 4)

¹⁰⁰ *Ibid.* (p. 18)

¹⁰¹ Fast, T. (2014). Stapled to the Front Door : Neoliberal Extractivism In Canada. *Studies in Political Economy*, 94(1), 31-60.

¹⁰² Veltmeyer, H. et Petras, J.F. (2014) *The new extractivism : a post-neoliberal development model or imperialism of the twenty-first century?* London : Zed Books. (p. 2)

¹⁰³ Studnicki-Gizbert, D. (2016). Canadian mining in Latin America (1990 to present) : a provisional history. *Canadian Journal of Latin American and Caribbean Studies / Revue canadienne des études latino-américaines et caraïbes*, 41(1), DOI : 10.1080/08263663.2015.1134498 (p. 95)

¹⁰⁴ *Ibid.* (p. 95)

¹⁰⁵ *Ibid.* (p. 95-96)

¹⁰⁶ Mining Association of Canada, The (2017). *Facts & figures 2017: Facts and figures of the Canadian mining industry*. Repéré à <http://mining.ca/sites/default/files/documents/Facts-and-Figures-2017.pdf> (p. 70)

Mining Watch Canada (s.d.) Page principale. Repéré à <https://miningwatch.ca/>

¹⁰⁷ *Ibid.* (p. 70)

¹⁰⁸ Roth, T. (2018). *Human rights and the Canadian extractive sector in Latin America: Can Canada do more to prevent abuses and improve access to justice?* Ottawa, ON. Repéré à <https://ruor.uottawa.ca/bitstream/10393/37123/1/ROTH%2C%20Tania%2020179.pdf>

Mining Watch Canada (s.d.) Page principale. Repéré à <https://miningwatch.ca/>

¹⁰⁹ Mining Watch Canada (24 avril 2018). *Victims at Barrick Mines in Papua New Guinea and Tanzania demand halt to ongoing violence and fair reparations for human rights abuses*. Repéré à <https://miningwatch.ca/news/2018/4/24/victims-barrick-mines-papua-new-guinea-and-tanzania-demand-halt-ongoing-violence-and>

Human Rights Watch (1 février 2011). *Gold's costly dividends : human rights impacts of Papua New Guinea's Porgera gold mine*. Human Rights Watch. Repéré à <https://www.hrw.org/report/2011/02/01/golds-costly-dividend/human-rights-impacts-papua-new-guineas-porgera-gold-mine>

¹¹⁰ Human Rights Watch (1 février 2011). *Gold's costly dividends : human rights impacts of Papua New Guinea's Porgera gold mine*. Human Rights Watch. Repéré à <https://www.hrw.org/report/2011/02/01/golds-costly-dividend/human-rights-impacts-papua-new-guineas-porgera-gold-mine>

¹¹¹ *Ibid.*

119 Porgera Remediation Framework Association (PRFA) Rape Victims (6 novembre, 2016). *Subject: 119 PRFA victims claim to Barrick to pay for pay compensation*. Repéré à https://miningwatch.ca/sites/default/files/porgera_women_to_unwg_2016_no_names_0.pdf

¹¹² Nations Unies (2011). *Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme*. Repéré à https://www.ohchr.org/documents/publications/guidingprinciplesbusinesshr_fr.pdf

Global Witness (2017). *Global killings of land and environmental defenders in 2016*. London : United Kingdom. Repéré à file:///C:/Users/Client/Downloads/Defenders_of_the_earth_report.pdf.pdf (p. 10)

¹¹³ Global Witness (2017). *Global killings of land and environmental defenders in 2016*. London : United Kingdom. Repéré à file:///C:/Users/Client/Downloads/Defenders_of_the_earth_report.pdf.pdf (p. 10)

¹¹⁴ *Ibid.* (p. 10)

¹¹⁵ Nations Unies (2013). *La Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones : Un manuel à l'intention des institutions nationales des droits de l'homme*. Repéré à https://www.ohchr.org/Documents/Publications/UNDRIPManualForNHRIs_fr.pdf

KAIROS (s.d.). *Indigenous rights : The United Nations declaration on the rights of Indigenous peoples*. Repéré à <https://www.kairoscanada.org/what-we-do/indigenous-rights/undrip>

¹¹⁶ Global Witness (2017). *Global killings of land and environmental defenders in 2016*. London : United Kingdom. Repéré à file:///C:/Users/Client/Downloads/Defenders_of_the_earth_report.pdf.pdf (p. 10)

¹¹⁷ *Ibid.*

¹¹⁸ Fédération des Femmes du Québec (18 mai 2016). *Mot de la présidente : Des-Terres-Minées, extractivisme et réflexions féministes*. Repéré à <http://www.ffq.qc.ca/2016/05/mot-de-la-presidente-des-terres-minees-extractivisme-et/>

¹¹⁹ Exemples de méthodes de résistance tirés de:

Women's Earth Alliance and Native Youth Sexual Health Network (2016). *Violence on the land, violence on our bodies : Building an Indigenous response to environmental violence*. Repéré à <http://landbodydefense.org/uploads/files/VLVBReportToolkit2016.pdf>

Michaeli, I. et Karaman, S. (3 mai 2017). « *Visionary and creative resistance* » : *Meet the women challenging extractivism – and patriarchy*. Awid. Repéré à <https://www.awid.org/news-and-analysis/visionary-and-creative-resistance-meet-women-challenging-extractivism-and>

Ecosocialist Horizons (28 octobre 2015). *African women unite against destructive resource extraction*. Repéré à <http://ecosocialisthorizons.com/2015/10/african-women-unite-against-destructive-resource-extraction/>

¹²⁰ *Ibid.* (p. 10)

¹²¹ Global Witness (2017). *Global killings of land and environmental defenders in 2016*. London : United Kingdom. Repéré à file:///C:/Users/Client/Downloads/Defenders_of_the_earth_report.pdf (p. 18)

¹²² Voir United Nations, Office of the High Commissioner for Human Rights (OHCHR), United Nations Human Settlements Programme (UN-HABITAT), World Health Organization (WHO). (2010). *The right to water*, Fact Sheet No. 35. Repéré à <http://www.ohchr.org/Documents/Publications/FactSheet35en.pdf>

¹²³ Women's Earth Alliance and Native Youth Sexual Health Network (2016). *Violence on the land, violence on our bodies : Building an Indigenous response to environmental violence*. Repéré à <http://landbodydefense.org/uploads/files/VLVBReportToolkit2016.pdf> (p. 62)

¹²⁴ Voir Ellis-Petersen, H. (13 février 2018). *Philippines : Rodrigo Duterte orders soldiers to shoot female rebels 'in the vagina'*. The Guardian. Repéré à <https://www.theguardian.com/world/2018/feb/13/philippines-rodrigo-duterte-orders-soldiers-to-shoot-female-rebels-in-the-vagina>

¹²⁵ Voir Drouin, M. (avril 2017). *Le Guatemala vingt ans après la signature des Accords de paix*. Solidarité Laurentides Amérique Centrale. Repéré à <http://slamlaurentides.org/wp-content/uploads/Le-Guatemala-%C3%A0-vingt-ans-des-Accords-de-paix-vf.pdf>

¹²⁶ Pour conditions sociales des peuples autochtones, voir : Sawchuk, J. (5 août 2018). *Conditions sociales des peuples autochtones du Canada*. Encyclopédie Canadienne. Repéré à <https://www.thecanadianencyclopedia.ca/fr/a-propos/>

Pour trauma intergénérationnel, voir : Aguiar, W. et Halseth, R. (2015). *Peuples autochtones et traumatisme historique : Les processus de transmission intergénérationnelle*. Prince George, C.-B. : Centre de la collaboration nationale de la santé autochtone. Repéré à <https://www.cnsa-nccah.ca/docs/context/RPT-HistoricTrauma-IntergenTransmission-Aguiar-Halseth-FR.pdf>

¹²⁷ Human Rights Watch (1 février 2011). *Gold's costly dividends : human rights impacts of Papua New Guinea's Porgera gold mine*. Human Rights Watch. Repéré à <https://www.hrw.org/report/2011/02/01/golds-costly-dividend/human-rights-impacts-papua-new-guineas-porgera-gold-mine>

¹²⁸ Comité communication de la rencontre internationale (30 avril 2018). *Fiche de recommandations - Plaidoyer*.

¹²⁹ Coécrit par Femmes Autochtones du Québec, Comité pour les droits humains en Amérique latine et Projet accompagnement Québec-Guatemala, le 30 avril 2018.



Document approuvé par Femmes Autochtones du Québec inc. | Quebec Native Women inc.
Kahnawake, Qc
Septembre 2018